

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les
trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

**TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités	3
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités	4
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités	5
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités	6
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités	7
Notes annexes	8

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE
LA SITUATION FINANCIÈRE NON AUDITÉS**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	31 mars 2019	31 décembre 2018
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 540 \$	1 949 \$
Actifs financiers	5	587	886
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	4 168	4 307
Stocks, montant net	7	1 595	1 562
Actifs détenus en vue de la vente	8	1 005	63
Autres actifs	9	1 178	1 014
		10 073	9 781
Actifs financiers	5	670	483
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	844	853
Autres actifs	9	473	499
Immobilisations corporelles	10	7 789	6 947
Actifs d'impôt différé		253	280
Immobilisations incorporelles	3, 11	5 169	5 523
Placements mis en équivalence	13	537	541
Goodwill	3, 12	2 164	2 411
		27 972 \$	27 318 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et autres passifs	14	6 799 \$	7 188 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	8	781	9
Emprunts généraux	16	—	—
Emprunts de filiales sans recours	16	1 227	1 819
		8 807	9 016
Créditeurs et autres passifs	14	2 720	1 894
Emprunts de filiales sans recours	16	9 128	9 047
Passifs d'impôt différé		868	867
		21 523 \$	20 824 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	19	1 583 \$	1 548 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	19	1 450	1 415
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		3 416	3 531
		6 449	6 494
		27 972 \$	27 318 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
DU RÉSULTAT NET NON AUDITÉS**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, sauf les montants par part)	Notes	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	2018
Produits	22	9 201 \$	8 194 \$
Coûts d'exploitation directs	21	(8 193)	(7 649)
Frais généraux et administratifs	22	(178)	(118)
Dotation aux amortissements	22	(311)	(106)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	22	(184)	(86)
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	13	7	17
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	8	(2)	16
Autres produits (charges), montant net		(90)	(14)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		250	254
(Charge) économie d'impôt			
Exigible		(30)	(28)
Différé		(19)	(10)
Bénéfice net (perte nette)		201 \$	216 \$
Attribuable aux éléments suivants :			
Commanditaires		32 \$	(35) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		30	(34)
Commanditaires spéciaux	19	—	143
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		139	142
		201 \$	216 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite	19	0,48 \$	(0,53) \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
DU RÉSULTAT GLOBAL NON AUDITÉS**

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>Notes</u>	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	2018
Bénéfice net (perte nette)		201 \$	216 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) :			
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Écart de change		16 \$	(43) \$
Couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie	4	24	23
Placements mis en équivalence	13	—	(2)
Impôt sur les éléments précédents		(7)	(5)
		33	(27)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :			
Réévaluation des obligations à l'égard des régimes de retraite		4	—
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		37	24
Impôt sur l'élément précédent		—	(1)
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		74	(4)
Bénéfice global (de perte globale)		275 \$	212 \$
Attribuable aux éléments suivants :			
Commanditaires		42 \$	(43) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		39	(41)
Commanditaires spéciaux		—	143
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		194	153
		275 \$	212 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Participations ne donnant pas le contrôle													
	Commanditaires					Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.					Commandi- taires spéciaux	Actions privilégiées	Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	Total des capitaux propres
	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de participation	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Commandi- taires	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de participation	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Parts de rachat- échange	Bénéfices non distribués	Capital		
Solde au 1^{er} janvier 2019	1 766 \$	(237) \$	205 \$	(186) \$	1 548 \$	1 674 \$	(234) \$	195 \$	(235) \$	1 400 \$	— \$	15 \$	3 531 \$	6 494 \$
Bénéfice net (perte nette)	—	32	—	—	32	—	30	—	—	30	—	—	139	201
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	10	10	—	—	—	9	9	—	—	55	74
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	32	—	10	42	—	30	—	9	39	—	—	194	275
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	24
Distributions ²	—	(4)	—	—	(4)	—	(4)	—	—	(4)	—	—	(333)	(341)
Rachats de parts ²	(3)	—	—	—	(3)	—	—	—	—	—	—	—	—	(3)
Solde au 31 mars 2019	1 763 \$	(209) \$	205 \$	(176) \$	1 583 \$	1 674 \$	(208) \$	195 \$	(226) \$	1 435 \$	— \$	15 \$	3 416 \$	6 449 \$
Solde au 1^{er} janvier 2018	1 766 \$	(69) \$	— \$	(112) \$	1 585 \$	1 674 \$	(71) \$	— \$	(165) \$	1 438 \$	— \$	15 \$	3 026 \$	6 064 \$
Adoption de nouvelles normes comptables	—	(132)	—	—	(132)	—	(128)	—	—	(128)	—	—	(5)	(265)
Solde d'ouverture révisé au 1 ^{er} janvier 2018	1 766	(201)	—	(112)	1 453	1 674	(199)	—	(165)	1 310	—	15	3 021	5 799
Bénéfice net (perte nette)	—	(35)	—	—	(35)	—	(34)	—	—	(34)	143	—	142	216
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(8)	(8)	—	—	—	(7)	(7)	—	—	11	(4)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	(35)	—	(8)	(43)	—	(34)	—	(7)	(41)	143	—	153	212
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Distributions ²	—	(4)	—	—	(4)	—	(4)	—	—	(4)	(143)	—	(741)	(892)
Solde au 31 mars 2018	1 766 \$	(240) \$	— \$	(120) \$	1 406 \$	1 674 \$	(237) \$	— \$	(172) \$	1 265 \$	— \$	15 \$	2 439 \$	5 125 \$

1. Se reporter à la note 20 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 19 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions en ce qui concerne les commanditaires spéciaux.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	2018
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		201 \$	216 \$
Ajusté pour tenir compte des éléments suivants :			
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, déduction faite des distributions		1	4
Dotation aux amortissements		311	106
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net		2	(16)
Provisions et autres éléments		91	38
Charge (économie) d'impôt différé		19	10
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	23	(471)	(405)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		154	(47)
Activités de financement			
Produit d'emprunts sans recours auprès de filiales		174	1 724
Remboursement d'emprunts sans recours auprès de filiales		(485)	(607)
Remboursement de l'obligation locative		(38)	—
Produit d'autres facilités de crédit, montant net		302	177
Capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation		24	6
Parts de société en commandite rachetées		(3)	—
Distributions aux commanditaires et aux porteurs de parts de rachat-échange		(8)	(8)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite spéciales		—	(48)
Distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation	19	(333)	(741)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		(367)	503
Activités d'investissement			
Acquisitions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(103)	(12)
Immobilisations corporelles et incorporelles		(198)	(68)
Placements mis en équivalence		—	(8)
Actifs financiers		—	(2)
Cessions			
Immobilisations corporelles		6	31
Règlement net de couvertures		46	—
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		98	(62)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(151)	(121)
Trésorerie			
Variation au cours de la période		(364)	335
Incidence du change sur la trésorerie		(1)	(2)
Variation nette de la trésorerie classée dans les actifs détenus en vue de la vente		(44)	—
Solde au début de l'exercice		1 949	1 106
Solde à la fin de la période		1 540 \$	1 439 \$

La note 23 présente des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

NOTE 1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite ») détiennent et exploitent des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») à l'échelle mondiale. Brookfield Business Partners L.P. est une société en commandite constituée sous le régime des lois des Bermudes et structurée en vertu d'une convention de société en commandite, dans sa version modifiée le 31 mai 2016 et modifiée de nouveau le 17 juin 2016. Brookfield Business Partners L.P. est une filiale de Brookfield Asset Management Inc. (« Brookfield Asset Management », « Brookfield » ou la « société mère »). Les parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. sont cotées à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto sous les symboles « BBU » et « BBU.UN », respectivement. Le siège social de Brookfield Business Partners L.P. est situé au 73 Front Street, 5^e étage, Hamilton HM 12, Bermudes.

NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société en commandite ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-après. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ces états financiers consolidés, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement pour l'application des méthodes comptables. Les estimations et jugements comptables critiques ont été présentés à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date de la société en commandite. Aucun changement important n'a été apporté à la méthode de détermination des principaux jugements et estimations depuis le 31 décembre 2018, à l'exception des changements requis à la suite de l'adoption de nouvelles normes, tel qu'il est décrit ci-après.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la société en commandite, et leur date d'autorisation de publication est le 10 mai 2019.

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 mars 2018 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités, relativement au reclassement des flux de trésorerie liés aux découverts bancaires, découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, pour le trimestre clos le 31 mars 2018, un montant de 177 M\$, auparavant présenté à titre de créditeurs et autres passifs dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net, des activités d'exploitation, est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net, des activités de financement. Les chiffres correspondants de 2018 présentés dans l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie de la note 23 ont également été mis à jour afin d'éliminer le découvert bancaire auparavant comptabilisé aux créditeurs et autres passifs. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états intermédiaires résumés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres non audités historiques de la société en commandite.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

b) Nouvelles méthodes comptables adoptées

La société en commandite a appliqué de nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

i) Contrats de location

La société en commandite a appliqué IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), à la date d'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2019. La nouvelle norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de la transition est présentée à la note 2c).

La société en commandite détermine si un contrat constitue un contrat de location, ou s'il en contient, à la date de passation du contrat de location et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels elle intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Pour ces types de contrats, la société en commandite comptabilise les paiements de loyers comme des charges d'exploitation selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location à moins qu'une autre méthode systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé, ou sinon à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent : i) les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location; ii) les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début; iii) la somme que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle; iv) le prix d'exercice des options d'achat, si on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées; et v) les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de l'option de résiliation du contrat de location. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

La société en commandite réévalue les obligations locatives et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe i) lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'évaluation concernant l'exercice d'une option d'achat, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; ii) lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué); ou iii) lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas comptabilisée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date ainsi que les coûts directs initiaux, le cas échéant. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Il est amorti sur la période la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par la société en commandite, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe doit être amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location. La société en commandite applique IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et elle comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux immobilisations corporelles.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements et sont inclus dans le poste « Coûts d'exploitation directs » dans l'état consolidé du résultat net.

La société en commandite formule des jugements critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, visant notamment à déterminer i) si un contrat (ou une partie d'un contrat) comprend un contrat de location et ii) si l'on a la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée pour déterminer la durée du contrat de location. La société en commandite établit également des estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, y compris l'estimation de la durée du contrat de location et la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers.

La société en commandite a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes dans le cadre de l'application de la norme :

- la comptabilisation à titre de charge d'exploitation des paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre méthode systématique ne soit plus représentative du rythme auquel les avantages économiques tirés du bien loué sont consommés;
- la possibilité de ne pas répartir la contrepartie prévue au contrat entre les composantes locatives et les composantes non locatives et de comptabiliser chaque contrat de location et composante non locative en une seule composante locative, contrat par contrat.

ii) *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. Le 1^{er} janvier 2019, la société en commandite a adopté IFRIC 23 selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats financiers de la société en commandite.

iii) *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, l'adoption anticipée étant permise à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette modification vient clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à établir si une acquisition constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que l'objectif d'une entreprise est de fournir des biens et services à des clients et donne aussi des directives additionnelles. La société en commandite a adopté la modification d'IFRS 3 sur une base prospective le 1^{er} janvier 2019, et cette adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

c) Incidence de l'adoption des nouvelles normes IFRS

La société en commandite a adopté IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Lors de la première application d'IFRS 16, la société en commandite a appliqué les mesures de simplification suivantes prévues par la norme, contrat par contrat. Ces mesures de simplification peuvent être utilisées seulement au moment de l'adoption et ne peuvent pas être appliquées aux nouveaux contrats de location conclus après l'adoption :

- la comptabilisation des contrats de location simple dont la durée restante est de moins de 12 mois au 1^{er} janvier 2019 en tant que contrats de location à court terme;
- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location possédant des caractéristiques relativement similaires;
- l'application du choix de méthode au moment de l'adoption permettant d'évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer;
- l'utilisation de nos évaluations des contrats de location immédiatement avant le 1^{er} janvier 2019 en appliquant IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, pour déterminer si des contrats sont déficitaires, au lieu d'effectuer un test de dépréciation;
- l'utilisation des connaissances acquises a posteriori, pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

En outre, la société en commandite a appliqué la mesure de simplification offerte au moment de la transition permettant de ne pas réapprécier si un contrat correspond à la définition d'un contrat de location en vertu d'IFRS 16, si le contrat était, ou pas, auparavant classé comme un contrat de location en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*, et d'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, avant l'adoption d'IFRS 16.

L'adoption d'IFRS 16 a entraîné la comptabilisation du montant des obligations locatives comptabilisées dans les créiteurs et autres passifs de 987 M\$ et des actifs au titre de droits d'utilisation classés dans les immobilisations corporelles de 978 M\$, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer (y compris les incitatifs à la location). L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré utilisé pour déterminer les obligations locatives était d'environ 4,3 % au 1^{er} janvier 2019. L'écart entre les engagements découlant de contrats de location simple présentés en application d'IAS 17 au 31 décembre 2018 et les obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019 s'explique par l'actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal le 1^{er} janvier 2019 et la comptabilisation en charges des contrats de location à court terme et dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire. Comparativement aux résultats des périodes antérieures, l'adoption d'IFRS 16 a entraîné une baisse des coûts d'exploitation directs de 53 M\$ et une hausse des charges d'intérêts et de la dotation à l'amortissement de 12 M\$ et de 41 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 mars 2019. En outre, conformément à IFRS 16, les paiements de loyers sont divisés en sorties de trésorerie se rapportant aux charges d'intérêts sur l'obligation locative, qui sont classées dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation, et en remboursements du capital, qui sont classés dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement. Alors que, conformément à IAS 17, les paiements au titre de contrats de location simple étaient présentés dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation.

NOTE 3. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Lorsqu'elle détermine la méthode appropriée pour comptabiliser ses entités émettrices, la société en commandite évalue le degré d'influence exercé par la société en commandite directement ou par l'intermédiaire d'une entente sur les activités pertinentes de l'entité émettrice. Un contrôle est exercé lorsque la société en commandite a un pouvoir sur les entités acquises et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements de ces entités.

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses actifs et ses passifs corporels et incorporels identifiables en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

a) Acquisitions conclues au cours du trimestre clos le 31 mars 2019

Aucune acquisition importante n'a eu lieu au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

b) Acquisitions réalisées en 2018

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux⁶	Services d'infrastructures⁵	Activités industrielles	Total¹
Trésorerie	25 \$	1 764 \$	45 \$	1 834 \$
Contrepartie sans effet sur la trésorerie	—	275	—	275
Contrepartie totale²	25 \$	2 039 \$	45 \$	2 109 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 \$	592 \$	30 \$	658 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	11	836	75	922
Stocks, montant net	2	626	58	686
Placements mis en équivalence	—	328	1	329
Immobilisations corporelles	56	4 631	187	4 874
Immobilisations incorporelles	28	2 544	231	2 803
Goodwill	36	712	180	928
Actifs d'impôt différé	—	11	27	38
Actifs financiers	—	364	2	366
Autres actifs	—	1 234	—	1 234
Créditeurs et autres passifs	(28)	(3 284)	(199)	(3 511)
Emprunts	(50)	(3 352)	(266)	(3 668)
Passifs d'impôt différé	(2)	(83)	(72)	(157)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	89	5 159	254	5 502
Participation ne donnant pas le contrôle ^{3, 4}	(64)	(3 120)	(209)	(3 393)
Actifs nets acquis	25 \$	2 039 \$	45 \$	2 109 \$

1. La juste valeur initiale des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre des acquisitions a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation financière.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée à la juste valeur en ce qui concerne les services commerciaux et les services d'infrastructures.
4. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée selon la quote-part de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en ce qui concerne les activités industrielles.
5. Les ajustements apportés à une répartition du prix d'achat au sein de notre secteur Services d'infrastructures ont donné lieu à une baisse des immobilisations corporelles de 38 M\$, à une baisse des immobilisations incorporelles de 139 M\$, à une diminution du goodwill de 48 M\$, à une hausse des actifs financiers de 47 M\$, à une augmentation des autres actifs de 208 M\$ et à une baisse des créditeurs et autres passifs de 147 M\$.
6. Les ajustements apportés à une répartition du prix d'achat au sein de notre secteur Services commerciaux ont donné lieu à une augmentation du goodwill de 5 M\$.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

Services commerciaux

En 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a acquis Imagine Communications Group Limited et a conclu des acquisitions complémentaires par l'intermédiaire de ses placements dans ses entreprises de gestion d'installations et de commercialisation de carburants pour une contrepartie totale de 25 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, le bloc de droits de vote de la société en commandite dans chacune de ces acquisitions représentait plus de 50 % et lui a donné le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide ces entreprises aux fins de la présentation de l'information financière.

Services d'infrastructures

Westinghouse Electric Company (« Westinghouse »)

Le 1^{er} août 2018, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 100 % dans Westinghouse, un fournisseur mondial de premier plan de services d'infrastructures pour le secteur de la production d'énergie. La participation économique de 44 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 1 686 M\$. En raison des négociations en cours, un ajustement au prix d'achat de 78 M\$ a été comptabilisé au cours du premier trimestre de 2019. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 55 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Un goodwill de 165 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 2 544 M\$, qui comprennent essentiellement des technologies développées et le nom commercial « Westinghouse ».

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 743 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 37 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1 715 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 105 M\$ pour la période close le 31 décembre 2018.

Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »)

Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 49 % dans le commandité de Teekay Offshore (« Teekay Offshore GP »). La participation économique de 60 % dans Teekay Offshore a été comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a exercé son option de commandité afin d'acquérir un bloc de droits de vote additionnel de 2 % dans Teekay Offshore GP en échange de un million de bons de souscription et elle a commencé à consolider l'entreprise. Au moment de l'acquisition, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 51 % dans Teekay Offshore GP, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé cette entreprise aux fins de la présentation des états financiers. La contrepartie totale de l'acquisition s'est chiffrée à 275 M\$, attribuable à la société en commandite, et des coûts d'acquisition de néant ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Un goodwill de 547 M\$ a été acquis, lequel représente les avantages que nous prévoyons tirer de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 181 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'environ 46 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 334 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 54 M\$ pour la période close le 31 décembre 2018.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les regroupements d'entreprises réalisés par étapes sur une base brute.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 décembre 2018
Juste valeur du placement immédiatement avant la prise de contrôle	651 \$
Moins : valeur comptable du placement immédiatement avant l'acquisition	447
Ajouter : montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ¹	2
Profit de réévaluation	206 \$
Profit à l'extinction ²	44
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	250 \$
Total du profit à l'acquisition attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	135 \$
Total du profit à l'acquisition attribuable à la société en commandite	115 \$

1. Inclus dans la valeur comptable du placement immédiatement avant l'acquisition.
2. La société en commandite a comptabilisé un profit total à l'extinction d'un montant de 44 M\$ au niveau des filiales (18 M\$ à l'égard de la dette et 26 M\$ à l'égard des bons de souscription).

Activités industrielles

Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »)

Le 15 mai 2018, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation de 70 % dans Schoeller Allibert, l'un des plus importants fabricants de systèmes d'emballage en plastique récupérables en Europe. La participation économique de 14 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 45 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 52 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 9 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Un goodwill de 180 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 231 M\$, surtout de la technologie brevetée et des relations avec les clients.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 56 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 3 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 86 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 4 M\$ pour la période close le 31 décembre 2018.

NOTE 4. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ou vendeur disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est alors utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur, comme les cours acheteur et vendeur, selon le cas, pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la société en commandite se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 31 mars 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

BASE D'ÉVALUATION	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 540 \$	1 540 \$
Débiteurs, montant net (courants et non courants) ¹	58	—	4 954	5 012
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	530	530
Actifs financiers (courants et non courants) ³	342	420	495	1 257
Total	400 \$	420 \$	7 519 \$	8 339 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs ⁴	276 \$	64 \$	5 449 \$	5 789 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	10 355	10 355
Total	276 \$	64 \$	15 804 \$	16 144 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.

2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 1 121 M\$.

3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.

4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 3 730 M\$.

Au 31 mars 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient un montant en trésorerie de 912 M\$ (31 décembre 2018 – 1 597 M\$) et un montant en équivalents de trésorerie de 628 M\$ (31 décembre 2018 – 352 M\$), dont des dépôts de 518 M\$ auprès de Brookfield (31 décembre 2018 – 244 M\$), comme il est décrit à la note 17.

La juste valeur de l'ensemble des actifs et des passifs financiers au 31 mars 2019 était équivalente à leur valeur comptable, sauf pour les emprunts de Teekay Offshore, pour lesquels la juste valeur déterminée au moyen de données d'entrée de niveau 1 et de niveau 2 s'établissait à 2 578 M\$ (31 décembre 2018 – 2 611 M\$), contre une valeur comptable de 2 581 M\$ (31 décembre 2018 – 2 638 M\$).

Au 31 mars 2019, les actifs financiers comprenaient des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 316 M\$ (31 décembre 2018 – 283 M\$).

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Le tableau suivant présente la répartition des instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

BASE D'ÉVALUATION	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 949 \$	1 949 \$
Débiteurs, montant net (courants et non courants) ¹	67	—	5 093	5 160
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	563	563
Actifs financiers (courants et non courants) ³	413	376	580	1 369
Total	480 \$	376 \$	8 185 \$	9 041 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs ⁴	311 \$	48 \$	4 679 \$	5 038 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	10 866	10 866
Total	311 \$	48 \$	15 545 \$	15 904 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.
2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 950 M\$.
3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.
4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 4 044 M\$.

a) Activités de couverture

La société en commandite utilise des contrats de change et des instruments d'emprunt libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, des pertes nettes avant impôt de 14 M\$ (31 mars 2018 – profits nets de 34 M\$) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger. Au 31 mars 2019, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net se chiffraient, respectivement, à 23 M\$ (31 décembre 2018 – 76 M\$) et à 1 M\$ (31 décembre 2018 – néant).

La société en commandite utilise des contrats de swap sur marchandises pour couvrir le prix de vente de ses contrats liés au gaz ainsi que le prix d'achat de l'huile de décantation. Des contrats de change et des contrats d'option peuvent être utilisés pour couvrir les transactions futures hautement probables. La société en commandite utilise également des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les flux de trésorerie liés à ses emprunts à taux variable. Un certain nombre de ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, des profits nets avant impôt de 38 M\$ (31 mars 2018 – pertes nettes de 9 M\$) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie. Au 31 mars 2019, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie se chiffraient, respectivement, à 81 M\$ (31 décembre 2018 – 17 M\$) et à 63 M\$ (31 décembre 2018 – 48 M\$).

Les autres dérivés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

b) Niveaux hiérarchiques des justes valeurs – instruments financiers

Les actifs et les passifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 278 M\$ (31 décembre 2018 – 280 M\$) et des passifs financiers de 51 M\$ (31 décembre 2018 – 50 M\$), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée fondées sur les meilleures estimations de la direction.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours du trimestre clos le 31 mars 2019. Le tableau suivant présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données d'entrée utilisées au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	31 mars 2019			31 décembre 2018		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actions ordinaires	302 \$	— \$	— \$	266 \$	— \$	— \$
Débiteurs	—	58	—	—	67	—
Prêts et effets à recevoir	—	—	—	—	—	—
Actifs dérivés	7	175	—	41	202	—
Autres actifs financiers	—	—	278	—	—	280
Total	309 \$	233 \$	278 \$	307 \$	269 \$	280 \$
Passifs financiers						
Passifs dérivés	5 \$	284 \$	15 \$	13 \$	296 \$	13 \$
Autres passifs financiers	—	—	36	—	—	37
Total	5 \$	284 \$	51 \$	13 \$	296 \$	50 \$

Le tableau suivant présente la variation du solde des actifs financiers classés dans le niveau 3 au 31 mars 2019.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	31 mars 2019
Solde au début de l'exercice	280 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	(3)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	1
Solde à la fin de la période	278 \$

c) Compensation des actifs et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités lorsque la société en commandite a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Au 31 mars 2019, des actifs financiers d'un montant brut de 7 M\$ (31 décembre 2018 – néant) et des passifs financiers d'un montant brut de 3 M\$ (31 décembre 2018 – néant) étaient compensés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités relativement aux instruments financiers dérivés.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

NOTE 5. ACTIFS FINANCIERS

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Courants		
Titres négociables ¹	302 \$	265 \$
Liquidités soumises à restrictions	128	376
Contrats dérivés	144	223
Prêts et effets à recevoir	13	22
Total des actifs financiers courants	587 \$	886 \$
Non courants		
Titres négociables ¹	— \$	1 \$
Liquidités soumises à restrictions	204	32
Contrats dérivés	38	20
Prêts et effets à recevoir	150	150
Autres actifs financiers ²	278	280
Total des actifs financiers non courants	670 \$	483 \$

1. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, la société en commandite a comptabilisé des profits nets de néant (31 mars 2018 – néant) à la cession de titres négociables.
2. Les autres actifs financiers comprenaient des débiteurs garanties liées à des sociétés de construction résidentielle comprises dans notre secteur Services commerciaux.

La diminution du montant net des actifs financiers par rapport au 31 décembre 2018 découle principalement d'une baisse de la juste valeur des dérivés de Greenergy et de la diminution des liquidités soumises à restrictions de Westinghouse.

NOTE 6. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR, MONTANT NET

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Courants, montant net	4 168 \$	4 307 \$
Non courants, montant net		
Débiteurs	38	37
Retenue sur des contrats avec des clients	99	103
Droits de facturation	707	713
Total des débiteurs et autres montants à recevoir non courants, montant net	844 \$	853 \$
Total	5 012 \$	5 160 \$

La diminution du montant net des débiteurs et des autres montants à recevoir par rapport au 31 décembre 2018 est essentiellement imputable à la baisse des créances clients de Westinghouse et au classement de notre entreprise de gestion d'installations dans les actifs détenus en vue de la vente au cours du trimestre. La baisse a été contrebalancée en partie par une hausse des créances clients de Greenergy en raison d'une hausse des prix des carburants à la fin du trimestre.

Les droits de facturation représentent les droits non facturés de BRK Ambiental découlant des produits tirés de la construction relativement à des contrats liés à des concessions publiques classés comme des actifs financiers, lesquels sont comptabilisés quand il existe un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers de la part du concédant à l'égard des services de construction.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

NOTE 7. STOCKS, MONTANT NET

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Courants		
Matières premières et consommables	581 \$	605 \$
Carburants ¹	502	490
Travaux en cours	261	258
Certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable ²	119	95
Produits finis et autres produits ³	132	114
Valeur comptable des stocks	1 595 \$	1 562 \$

1. Les carburants sont négociés sur des marchés actifs et achetés en vue de la revente dans un avenir rapproché. Par conséquent, les stocks de carburants sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cours du marché.
2. Les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable détenus à des fins de transaction au 31 mars 2019 avaient une juste valeur de néant (31 décembre 2018 – néant). Il n'existe aucun marché externe permettant d'évaluer les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable. Afin d'évaluer ces contrats, la société en commandite a adopté une méthode d'établissement des prix qui tient compte à la fois de données d'entrée observables fondées sur les données du marché et d'hypothèses élaborées à l'interne en fonction de l'activité observable sur le marché.
3. Les produits finis et autres produits se composent surtout de produits finis dans notre secteur Services d'infrastructures.

NOTE 8. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 \$	— \$
Débiteurs, montant net	450	28
Actifs financiers	26	—
Stocks	6	6
Actif d'impôt différé	3	—
Immobilisations corporelles	88	29
Immobilisations incorporelles	176	—
Goodwill	212	—
Actifs détenus en vue de la vente	1 005 \$	63 \$
Créditeurs et autres passifs	555 \$	9 \$
Passifs d'impôt différé	1	—
Emprunts	225	—
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	781 \$	9 \$

Services commerciaux – entreprise de gestion d'installations

Le 11 mars 2019, la société en commandite a annoncé la conclusion d'une entente visant la vente de son entreprise de gestion d'installations à CCMP Capital Advisors, LP pour une contrepartie d'environ 1 G\$. La clôture de la transaction demeure assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2019. Au 31 mars 2019, la société en commandite avait classé son entreprise de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente.

Activités industrielles – entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a vendu des stocks et certains composants de matériel et d'outillage pour un produit de 4 M\$. Une perte nette connexe à cette cession a entraîné une perte de 2 M\$ comptabilisée au cours du trimestre clos le 31 mars 2019. Au 31 mars 2019, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a classé comme détenus en vue de la vente certains actifs et passifs liés aux usines au sein des activités de produits préfabriqués.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

NOTE 9. AUTRES ACTIFS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Courants		
Travaux en cours ¹	468 \$	506 \$
Paievements d'avance et autres actifs	710	508
Total des autres actifs courants	1 178 \$	1 014 \$
Non courants		
Travaux en cours ¹	62 \$	57 \$
Paievements d'avance et autres actifs	411	442
Total des autres actifs non courants	473 \$	499 \$

1. Se reporter à la note 15 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Valeur comptable brute :		
Solde au début	8 415 \$	3 425 \$
Entrées	183	500
Cessions	(30)	(131)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	(39)	4 913
Transferts et actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente ²	(70)	(38)
Modifications de méthodes comptables	978	—
Écarts de change nets	43	(254)
Solde de clôture	9 480 \$	8 415 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début	(1 468)	(895)
Dotation à l'amortissement, amortissement pour déplétion et charge pour perte de valeur	(228)	(720)
Cessions	10	62
Transferts et actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente ²	13	2
Écarts de change nets	(18)	83
Solde de clôture	(1 691) \$	(1 468) \$
Valeur comptable nette³	7 789 \$	6 947 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.
2. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.
3. Comprend des actifs au titre de droits d'utilisation de 981 M\$ au 31 mars 2019.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

NOTE 11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Valeur comptable brute :		
Solde au début	6 001 \$	3 360 \$
Entrées, montant net	45	153
Cessions	—	(8)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	(136)	2 911
Actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente	(260)	—
Écarts de change nets	(14)	(415)
Solde de clôture	5 636 \$	6 001 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début	(478)	(266)
Dotation à l'amortissement	(79)	(249)
Cessions	—	4
Actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente	82	—
Écarts de change nets	8	33
Solde de clôture	(467) \$	(478) \$
Valeur comptable nette	5 169 \$	5 523 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 12. GOODWILL

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Solde au début de la période	2 411 \$	1 554 \$
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	(43)	957
Actifs reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente	(212)	—
Écart de change	8	(100)
Solde à la fin de la période	2 164 \$	2 411 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 13. PLACEMENTS MIS EN ÉQUIVALENCE

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Solde au début de l'exercice	541 \$	609 \$
Adoption d'une nouvelle norme comptable	—	(7)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	—	310
Entrées ²	—	267
Cessions ²	—	(599)
Quote-part du bénéfice net	7	10
Quote-part des autres éléments du résultat global	—	(1)
Distributions reçues	(8)	(29)
Écart de change	(3)	(19)
Solde à la fin de la période	537 \$	541 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Comprend des entrées/cessions sans effet sur la trésorerie liées à la consolidation de notre placement mis en équivalence dans Teekay Offshore.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

NOTE 14. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Courants		
Créditeurs	1 750 \$	1 819 \$
Charges à payer et autres passifs ^{1, 2, 4}	3 413	3 498
Travaux en cours ³	1 421	1 637
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	215	234
Total des créditeurs et autres passifs courants	6 799 \$	7 188 \$
Non courants		
Créditeurs	93 \$	97 \$
Charges à payer et autres passifs ^{2, 4}	2 051	1 206
Travaux en cours ³	40	71
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	536	520
Total des créditeurs et autres passifs non courants	2 720 \$	1 894 \$

1. Comprend les découverts bancaires de 883 M\$ au 31 mars 2019 (31 décembre 2018 – 581 M\$).
2. Comprend une obligation au titre des prestations définies de 502 M\$ (tranche courante de 14 M\$ et tranche non courante de 488 M\$) et une obligation au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite de 68 M\$ (tranche courante de 5 M\$ et tranche non courante de 63 M\$) au 31 mars 2019.
3. Se reporter à la note 15 pour des renseignements supplémentaires.
4. Comprend des obligations locatives de 1 002 M\$ (tranche courante de 151 M\$ et tranche non courante de 851 M\$) au 31 mars 2019.

L'augmentation des créditeurs et autres passifs par rapport au 31 décembre 2018 s'explique principalement par les obligations locatives comptabilisées au moment de l'adoption d'IFRS 16 et par une hausse des emprunts à court terme de Greenergy, compensée en partie par le classement de notre entreprise de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente au cours du trimestre.

NOTE 15. CONTRATS EN COURS

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>31 mars 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Coûts engagés au titre des contrats à la date considérée	19 927 \$	20 455 \$
Bénéfice comptabilisé à la date considérée (moins la perte comptabilisée)	2 160	1 946
	22 087	22 401
Moins : facturation à l'avancement	(23 018)	(23 546)
Travaux en cours au titre des contrats (passif)	(931) \$	(1 145) \$
Composantes :		
Montants dus par des clients – travaux en cours	530 \$	563 \$
Montants dus aux clients – créditeurs	(1 461)	(1 708)
Travaux en cours nets	(931) \$	(1 145) \$

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

NOTE 16. EMPRUNTS

a) Emprunts généraux

Au 31 mars 2019, la société en commandite avait une facilité de crédit renouvelable avec Brookfield permettant d'emprunter un montant maximal de 500 M\$ aux fins du financement des acquisitions et des placements. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du taux LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. Au 31 mars 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

La société en commandite détient également des facilités de crédit bilatérales auprès d'un groupe diversifié de banques offrant une capacité d'emprunt totale de 825 M\$. Les avances en vertu des facilités peuvent être prélevées en euros, en livres sterling, en dollars australiens, en dollars américains ou en dollars canadiens, et les avances portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel majoré de 1,50 %. Les facilités sont utilisées à des fins générales et pour le financement des acquisitions et des placements. Au 31 mars 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

b) Emprunts de filiales sans recours

Le total des emprunts courants et non courants au 31 mars 2019 s'élevait à 10 355 M\$ (31 décembre 2018 – 10 866 M\$). La diminution de 511 M\$ par rapport au 31 décembre 2018 est essentiellement imputable au classement de notre entreprise de gestion d'installations dans les actifs détenus en vue de la vente au cours du trimestre et aux remboursements de titres d'emprunt de GarfTech et de Teekay Offshore.

Certaines entreprises de la société en commandite disposent de facilités de crédit dont les montants sont prélevés et remboursés sur une base mensuelle. Cette variation est comptabilisée en montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités de la société en commandite.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Il s'agit principalement de facilités de crédit à terme renouvelables et de facilités d'exploitation renouvelables assorties de taux d'intérêt variables. Dans certains cas, les facilités sont assorties de clauses restrictives financières, généralement sous la forme de ratios de couverture des intérêts et de ratios de levier financier. L'une des sociétés de services immobiliers de la société en commandite dans le secteur Services commerciaux dispose d'un programme de titrisation en vertu duquel elle transfère une participation en copropriété indivise dans des débiteurs admissibles sur une base entièrement administrée, contre un produit en trésorerie, à leur juste valeur aux termes de l'entente. Bien que la vente de la participation en copropriété soit considérée comme une vente légale, la société en commandite a déterminé que le critère de décomptabilisation d'actifs n'a pas été satisfait, car il n'y a pas un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété.

Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit, ou ont obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

NOTE 17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la société en commandite a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées selon la valeur d'échange. Ces transactions ont été évaluées à la juste valeur et elles sont comptabilisées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

a) Transactions avec la société mère

Au 31 mars 2019, un montant de néant (31 décembre 2018 – néant) avait été prélevé sur les facilités de crédit aux termes des conventions de crédit liées à Brookfield.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 31 mars 2019, le montant du dépôt était de 518 M\$ (31 décembre 2018 – 244 M\$) et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société en commandite a gagné des produits d'intérêts de 3 M\$ (31 mars 2018 – 3 M\$) sur ces dépôts.

La société en commandite paie à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriellement. Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la capitalisation totale de Brookfield Business Partners L.P. correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume trimestriel des parts de la société en commandite à la bourse principale (en fonction du volume de négociation) multiplié par le nombre de parts en circulation à la fin du trimestre (en supposant la conversion de la totalité des parts de rachat-échange en parts de Brookfield Business Partners L.P.), majoré de la valeur des titres des autres bénéficiaires de services, qui ne sont pas détenus par la société en commandite, majoré du montant de la dette impayée avec recours à l'égard d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 12 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019 (31 mars 2018 – 13 M\$).

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a le droit de recevoir des distributions incitatives. Le total de la distribution incitative pour le trimestre clos le 31 mars 2019 s'est chiffré à néant (31 mars 2018 – 143 M\$).

En outre, au moment de la scission-distribution, la société en commandite a conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains contrats qui étaient en vigueur avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser pour la réception de paiements au titre de ces contrats.

b) Autres

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des autres transactions que la société en commandite a conclues avec des parties liées.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Transactions au cours de la période¹		
Produits tirés des services commerciaux	91 \$	102 \$

1. Au sein de notre secteur Services commerciaux, la société en commandite fournit des services de construction et des services-conseils financiers en matière d'immobilier à des sociétés liées de Brookfield.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	31 mars 2019	31 décembre 2018
Solde à la fin de la période		
Débiteurs	47 \$	63 \$
Créditeurs et autres passifs ¹	112 \$	63 \$
Immobilisations corporelles ²	32 \$	— \$

1. Le montant au 31 mars 2019 comprend des obligations locatives de 36 M\$.
2. Le montant au 31 mars 2019 comprend des actifs au titre de droits d'utilisation.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les activités de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers, y compris le risque de marché (c'est-à-dire le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque sur marchandises et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. La société en commandite et ses filiales utilisent de façon sélective des instruments financiers dérivés dans le but de gérer ces risques.

Le tableau qui suit présente le montant total de la position des instruments financiers dérivés de la société en commandite.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Actif financier	Passif financier	Actif financier	Passif financier
Contrats de change à terme	62 \$	62 \$	100 \$	47 \$
Bons de souscription	—	16	—	13
Swaps de taux d'intérêt	9	189	3	144
Contrats liés aux marchandises	74	37	131	114
Swaps de devises	—	—	—	4
Contrats d'option	37	—	9	—
Total	182 \$	304 \$	243 \$	322 \$
Total courant	144 \$	96 \$	223 \$	157 \$
Total non courant	38 \$	208 \$	20 \$	165 \$

NOTE 19. CAPITAUX PROPRES

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société en commandite a distribué aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandite et aux porteurs de parts de rachat-échange des dividendes de 8 M\$, soit environ 0,0625 \$ par part de société en commandite (31 mars 2018 – 8 M\$). Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société en commandite a distribué aux autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation un montant de 333 M\$, principalement en raison des distributions du produit de la vente de notre entreprise énergétique en Australie et des distributions provenant de Westinghouse (31 mars 2018 – 741 M\$).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, la société en commandite a racheté et annulé 89 027 parts de société en commandite pour un montant de 3 M\$ (31 mars 2018 – néant) et a engagé des frais de commission de moins de 1 M\$ (31 mars 2018 – néant).

a) Bénéfice par part de société en commandite

Le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite s'est établi à 32 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2019 était de 66 millions (31 mars 2018 – 66 millions).

b) Distribution incitative aux porteurs de parts de société en commandite spéciales

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a droit au versement de distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du cours des parts de la société en commandite par rapport au seuil initial fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des parts, sous réserve d'un cours plus élevé. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part s'est établi à 34,09 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre (31 mars 2018 – 143 M\$).

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

NOTE 20. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

a) Attribuable aux commanditaires

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	(182) \$	9 \$	(13) \$	(186) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	4	5	1	10
Solde au 31 mars 2019	(178) \$	14 \$	(12) \$	(176) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(111) \$	6 \$	(7) \$	(112) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(13)	3	2	(8)
Solde au 31 mars 2018	(124) \$	9 \$	(5) \$	(120) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

b) Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle – parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	(232) \$	7 \$	(10) \$	(235) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	3	4	2	9
Changements de participation	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2019	(229) \$	11 \$	(8) \$	(226) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(165) \$	4 \$	(4) \$	(165) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(11)	2	2	(7)
Solde au 31 mars 2018	(176) \$	6 \$	(2) \$	(172) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTE 21. COÛTS D'EXPLOITATION DIRECTS

La société en commandite n'a pas d'employé ni d'administrateur principal et elle ne rémunère aucun principal dirigeant. Les principaux décideurs de la société en commandite sont tous des employés de la société mère ultime ou de ses filiales, laquelle fournit des services de gestion en vertu de la convention-cadre de services conclue avec Brookfield.

Les coûts d'exploitation directs comprennent l'ensemble des charges imputables, à l'exception des intérêts, des amortissements, de la charge pour perte de valeur, des autres charges et de l'impôt, et sont principalement imputables au coût des ventes et à la rémunération. Le tableau qui suit présente, par nature, les coûts d'exploitation directs pour les trimestres clos les 31 mars en 2019 et 31 mars 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Coût des ventes	7 316 \$	7 176 \$
Rémunération	856	454
Impôts fonciers, taxes de vente et autres	21	19
Total	8 193 \$	7 649 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de charges s'est élevé à 4 605 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019 (31 mars 2018 – 4 641 M\$).

NOTE 22. INFORMATION SECTORIELLE

Nos activités sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société sont les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et pour la prise de décisions concernant l'affectation des ressources.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, le cas échéant, et autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés pour calculer le BAIIA de la société, afin d'exclure l'incidence des profits (pertes) à la cession réalisés, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 31 mars 2019				
	Total attribuable à la société en commandite				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits	6 935 \$	1 289 \$	977 \$	— \$	9 201 \$
Coûts d'exploitation directs	(6 778)	(892)	(521)	(2)	(8 193)
Frais généraux et administratifs	(67)	(34)	(58)	(19)	(178)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	8	21	4	—	33
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(53)	(249)	(295)	—	(597)
BAIIA de la société¹	45	135	107	(21)	266
Profit (perte) à la cession réalisé(e)	—	—	(2)	—	(2)
Autres produits (charges), montant net ⁵	—	(4)	2	—	(2)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(20)	(101)	(69)	6	(184)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(1)	(3)	(1)	—	(5)
Impôt exigible	(10)	9	(34)	5	(30)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	18	66	78	—	162
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	32	102	81	(10)	205
Dotation aux amortissements ²					(311)
Autres produits (charges), montant net ⁵					(88)
Impôt différé					(19)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³					(21)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴					296
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹					62 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 57 M\$; Services d'infrastructures, 169 M\$; Activités industrielles, 85 M\$; et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un bénéfice net de 139 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à d'autres charges de 90 M\$ présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 31 mars 2018				
	Total attribuable à la société en commandite				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits	7 347 \$	2 \$	842 \$	3 \$	8 194 \$
Coûts d'exploitation directs	(7 234)	—	(413)	(2)	(7 649)
Frais généraux et administratifs	(67)	—	(35)	(16)	(118)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	8	35	16	—	59
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(25)	—	(270)	—	(295)
BAIIA de la société¹	29	37	140	(15)	191
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	—	16	—	16
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(19)	—	(67)	—	(86)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	—	(15)	(4)	—	(19)
Impôt exigible	(8)	—	(20)	—	(28)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	15	—	49	—	64
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	17	22	114	(15)	138
Dotation aux amortissements ²					(106)
Autres produits (charges), montant net					(14)
Impôt différé					(10)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³					(23)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴					89
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹					74 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 33 M\$; Services d'infrastructures, néant; Activités industrielles, 73 M\$; et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 17 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un bénéfice net de 142 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos
les 31 mars 2019 et 2018**

Actifs sectoriels

Dans le but de contrôler la performance sectorielle et la répartition des ressources entre les secteurs, le principal décideur opérationnel surveille les actifs, y compris les placements mis en équivalence, attribuables à chaque secteur.

Les tableaux suivants présentent une analyse des actifs de la société en commandite par secteur opérationnel à présenter au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

Au 31 mars 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	8 570 \$	11 286 \$	7 494 \$	622 \$	27 972 \$

Au 31 décembre 2018					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	7 613 \$	11 640 \$	7 650 \$	415 \$	27 318 \$

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le tableau suivant présente un résumé de nos produits sectoriels par pays en vertu d'IFRS 15 pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Trimestre clos le 31 mars 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Royaume-Uni	4 846 \$	77 \$	21 \$	— \$	4 944 \$
Canada	890	13	191	—	1 094
Australie	720	3	—	—	723
Brésil	51	27	231	—	309
États-Unis	118	538	100	—	756
Moyen-Orient ¹	134	3	3	—	140
Europe	158	311	362	—	831
Autres	4	159	66	—	229
Total des produits en vertu d'IFRS 15	6 921 \$	1 131 \$	974 \$	— \$	9 026 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	14 \$	158 \$	3 \$	— \$	175 \$
Total des produits	6 935 \$	1 289 \$	977 \$	— \$	9 201 \$

1. Le Moyen-Orient comprend surtout les Émirats arabes unis.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Le tableau suivant présente un résumé du calendrier de comptabilisation de nos produits sectoriels en vertu d'IFRS 15 pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	Trimestre clos le 31 mars 2019				Total
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	
Produits et services offerts à un moment précis	5 300 \$	425 \$	924 \$	— \$	6 649 \$
Services transférés progressivement	1 621	706	50	—	2 377
Total des produits en vertu d'IFRS 15	6 921 \$	1 131 \$	974 \$	— \$	9 026 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	14	158	3	—	175
Total des produits	6 935 \$	1 289 \$	977 \$	— \$	9 201 \$

NOTE 23. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Intérêts versés	186 \$	42 \$
Impôt sur le résultat payé	73 \$	10 \$

Les montants versés et reçus au titre des intérêts sont présentés à titre de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités.

L'information détaillée du poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités est la suivante :

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Débiteurs	(15) \$	(290) \$
Stocks	22	(110)
Paievements d'avance et autres	(26)	(26)
Créditeurs et autres passifs	(452)	21
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(471) \$	(405) \$

NOTE 24. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Distribution

Le 30 avril 2019, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part, payable le 28 juin 2019 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 31 mai 2019.

b) Cardone Industries

En avril 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a procédé à la restructuration du capital de Cardone Industries (« Cardone ») pour un montant de 195 M\$, utilisé pour répondre aux besoins en liquidités à court terme de l'entreprise. La société en commandite a acquis une participation donnant le contrôle de 85 % dans Cardone, la quote-part de la société en commandite dans cette entreprise s'élevant à 35 % et représentant environ 80 M\$ (y compris la valeur du placement antérieur de 33 M\$).

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

En raison de la récente conclusion de l'acquisition, l'évaluation exhaustive et la comptabilisation initiale du prix d'achat relativement au regroupement d'entreprises n'étaient pas disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Par conséquent, la société en commandite n'a pas présenté les montants comptabilisés à la date d'acquisition pour certaines catégories importantes d'actifs acquis et de passifs repris.

c) **Clarios Power Solutions**

Le 30 avril 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis une participation de 100 % dans Clarios Power Solutions (« Clarios », auparavant appelée « Power Solutions Business of Johnson Controls International plc »). La participation économique de la société en commandite devrait s'élever à 25 %, ce qui sera déterminé lorsque la participation des partenaires institutionnels sera finalisée, et la société en commandite consolidera cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

En raison du court laps de temps entre la conclusion de l'acquisition et la date de publication des états financiers consolidés résumés de la société en commandite, la contrepartie totale transférée par la société en commandite en vue de conclure l'acquisition de Clarios est répartie entre les actifs acquis, les passifs repris et le goodwill acquis identifiables en fonction de leur juste valeur estimative à la date de la conclusion de l'acquisition. Les ajustements du prix d'achat sont provisoires, d'autres ajustements pouvant être apportés à mesure que des informations supplémentaires deviendront disponibles et que d'autres analyses seront effectuées. Les évaluations définitives ne sont pas encore confirmées et des augmentations et des diminutions de la juste valeur des montants pertinents figurant au bilan donneront lieu à des ajustements à la répartition du prix d'achat provisoire suivante :

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	
Contrepartie totale ¹	3 180 \$
<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	
Fonds de roulement	1 502 \$
Immobilisations corporelles	2 762
Immobilisations incorporelles	7 155
Goodwill	2 362
Autres actifs à long terme	790
Emprunts et autres passifs	(147)
Passifs d'impôt différé	(1 728)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	12 696
Participations ne donnant pas le contrôle	(9 516)
Actifs nets acquis	3 180 \$

1. Exclut la contrepartie attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, qui représentent les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.

d) **Entente visant la vente de BGRS**

En avril 2019, la société en commandite a conclu une entente visant la vente de notre entreprise de services de relocalisation de dirigeants, BGRS, qui génèrera un produit net d'environ 230 M\$ pour la société en commandite. La vente devrait être conclue au deuxième trimestre de 2019.

e) **Teekay Offshore**

Le 8 mai 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis la totalité des participations restantes de Teekay Corporation dans Teekay Offshore, y compris la participation de commandité de 49 %, les parts de société en commandite, les bons de souscription et un engagement relatif à un emprunt pour un total de 100 M\$. Après cette transaction, la participation de la société en commandite, incluant la participation des partenaires institutionnels dans Teekay Offshore, s'élève à 73 %. La quote-part de la société en commandite est d'environ 45 M\$ pour une participation d'environ 30 %, dont une tranche pourrait faire l'objet d'une syndication auprès d'autres investisseurs institutionnels.

RAPPORT DE GESTION

Introduction

Le présent rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite » ou « nous ») porte sur la situation financière de la société en commandite au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. L'information présentée dans ce rapport de gestion doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018 (les « états financiers intermédiaires »). Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 10 mai 2019. Des renseignements additionnels sur la société en commandite figurent aux adresses www.sedar.com et www.sec.gov.

Le présent rapport de gestion contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des règles et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et certaines déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières et les règles et règlements applicables. L'information et les déclarations prospectives peuvent comprendre des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur la qualité de nos activités, nos affaires, notre situation financière, nos résultats financiers attendus, notre performance, nos prévisions, nos occasions, nos priorités, nos cibles, nos buts, nos objectifs continus, nos stratégies et nos perspectives, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », « potentiel » et « possible », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que cette information et ces déclarations prospectives soient fondées sur nos opinions, nos attentes et les hypothèses que nous formulons qui, à notre avis, sont raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à cette information et à ces déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, dont plusieurs sont dépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que notre rendement, nos réalisations ou nos résultats réels diffèrent sensiblement du rendement, des réalisations ou des résultats futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment les suivants :

- les changements liés à la conjoncture en général;
- la conjoncture économique et commerciale qui pourrait avoir une incidence sur notre capacité à accéder aux marchés des capitaux et aux marchés du crédit;
- la nature cyclique de la plupart de nos activités;
- la possibilité que l'exploration et la mise en valeur dans le cadre de nos activités pétrolières et gazières n'entraînent pas d'actifs productifs sur le plan commercial;
- les mesures prises par des concurrents;
- le risque de change;
- notre capacité à réaliser des acquisitions ou autres opérations précédemment annoncées, ou à les réaliser dans le délai prévu;
- notre capacité à profiter pleinement des avantages prévus découlant de nos acquisitions, coentreprises, placements ou aliénations futurs ou existants, et les risques associés à ceux-ci;
- des mesures ou des mesures potentielles qui pourraient être prises par nos coentrepreneurs, nos partenaires, nos investisseurs de fonds ou nos colocataires;
- les risques couramment associés à une séparation entre la participation économique et le contrôle;
- l'incapacité à maintenir des contrôles internes efficaces;
- les mesures ou les mesures potentielles qui pourraient être prises par notre société mère ou par ses filiales (autres que la société en commandite);
- le départ d'une partie des professionnels clés de Brookfield ou de tous ceux-ci;
- les litiges en suspens ou sérieusement envisagés;
- les changements apportés à la législation et à la réglementation;
- les responsabilités environnementales possibles et les autres passifs éventuels
- notre capacité à souscrire des polices d'assurance adéquates à des taux raisonnables sur le plan commercial;
- notre situation financière et nos liquidités;

- les technologies substituts qui pourraient avoir une incidence sur la demande pour les entreprises et actifs que nous possédons et exploitons, ou sur l'utilisation de ceux-ci, et qui pourraient réduire ou supprimer l'avantage concurrentiel de nos entreprises et actifs;
- l'abaissement des notations et les conditions défavorables des marchés du crédit;
- les difficultés potentielles liées à l'obtention de recours légaux dans les territoires étrangers dans lesquels nous exerçons nos activités;
- les changements des marchés des capitaux, des taux de change des devises, des taux d'intérêt ou de la situation politique;
- l'incidence de la désintégration éventuelle d'unions politiques et économiques (ou le départ d'un membre d'une union);
- la volatilité générale des marchés des capitaux et du cours de nos parts de société en commandite;
- les risques liés à notre dépendance à la technologie;
- le risque de perte découlant de fraudes, de subornations, de corruptions ou d'autres actes illégaux;
- d'autres facteurs décrits ailleurs dans le présent document et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F.

Les déclarations relatives aux « réserves » sont réputées être des déclarations prospectives, car elles reposent sur l'évaluation tacite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les réserves décrites dans le présent document pourront être produites de façon rentable dans l'avenir. Nous exprimons des réserves relativement à toute déclaration prospective par ces mises en garde.

Nous mettons en garde les lecteurs que la liste précédente de facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils évaluent nos déclarations ou informations prospectives, les investisseurs et autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, nous ne nous engageons nullement à publier une mise à jour ou une révision de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, que ce soit par suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Ces facteurs de risque et d'autres facteurs sont traités en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F. De nouveaux facteurs de risque peuvent intervenir à l'occasion, et il est impossible de prévoir l'ensemble de ces facteurs de risque, ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement de ceux compris aux présentes déclarations prospectives. Compte tenu de ces risques et incertitudes, les investisseurs ne doivent pas se fier indûment aux déclarations prospectives ni les considérer comme une prédiction des résultats réels. Même si les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont fondées sur ce que la société en commandite considère comme des hypothèses raisonnables, la société en commandite ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations prospectives. Les présentes déclarations prospectives sont formulées à la date du présent rapport de gestion.

Se reporter à notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov; pour obtenir une liste détaillée des risques et incertitudes, à la rubrique « Facteurs de risque ».

Continuité des intérêts communs

Le 20 juin 2016, Brookfield a conclu la scission-distribution de la société en commandite au moyen d'un dividende exceptionnel distribué sous forme d'une portion de nos parts de société en commandite aux porteurs des actions à droit de vote restreint de catégorie A et de catégorie B de Brookfield (la « scission-distribution »). Le 1^{er} juin 2016, nous avons acquis la quasi-totalité des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») et reçu de Brookfield 250 M\$ en trésorerie. En contrepartie, Brookfield a reçu i) environ 55 % des parts de société en commandite et 100 % des parts de commandité de la société en commandite; ii) des parts de société en commandite spéciales et des parts de rachat-échange de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), qui représentent une participation d'environ 52 % dans la société de portefeuille SEC; et iii) 15 M\$ d'actions privilégiées de certaines de nos filiales. Au 31 mars 2019, Brookfield détenait une participation approximative de 68 % dans la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral. Les porteurs de parts de commandité, de parts de société en commandite, de parts de société en commandite spéciales et de parts de rachat-échange seront collectivement appelés les « porteurs de parts » tout au long du présent rapport de gestion. Les parts de société en commandite et les parts de rachat-échange présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un montant en trésorerie correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite, multipliée par le nombre de parts de rachat-échange (sous réserve de certains ajustements). Par conséquent, à titre de porteur de parts de rachat-échange, Brookfield a droit au résultat net et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de la société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment et du fait qu'elles ont été émises par notre filiale, nous présentons les parts de rachat-échange en tant que composante des participations ne donnant pas le contrôle.

Brookfield contrôlait directement et indirectement l'Entreprise avant la scission-distribution et elle a continué, par l'intermédiaire de sa participation dans la société en commandite, de contrôler cette dernière après la scission-distribution. Par conséquent, nous avons reflété les activités de l'Entreprise de même que sa situation financière et ses résultats d'exploitation d'après les valeurs comptables inscrites par Brookfield avant la scission-distribution.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, ou dans ses états financiers annuels, sauf en ce qui concerne l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-après. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ses états financiers annuels, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers intermédiaires. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers intermédiaires ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Les états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la société en commandite et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à notre vision et à notre façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux, ii) Services d'infrastructures, iii) Activités industrielles et iv) Siège social et autres.

Les mesures non définies par les normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion font l'objet d'un rapprochement avec ces données financières ou sont calculées d'après ces dernières. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Le symbole « \$ AU » se rapporte aux montants exprimés en dollars australiens. Le symbole « BRL » se rapporte aux montants exprimés en reales brésiliens. Le symbole « £ » se rapporte aux montants exprimés en livres sterling. Le symbole « € » se rapporte aux montants exprimés en euros. Le symbole « \$ CA » se rapporte aux montants exprimés en dollars canadiens.

Aperçu de notre Entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement au Canada, en Australie, en Europe, aux États-Unis, au Brésil et au Moyen-Orient. Les activités de la société en commandite sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui ont de faibles coûts de production ou qui bénéficient d'importantes barrières à l'entrée. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Secteurs opérationnels

Nous avons quatre secteurs opérationnels organisés en fonction de la façon dont la direction regroupe ses activités au sein de certains secteurs précis :

- i. Le secteur Services commerciaux comprend la distribution et la commercialisation de carburants pour véhicules routiers, la gestion d'installations, les services immobiliers résidentiels, les services de logistique, les services-conseils financiers, les services liés au divertissement, les services sans fil à large bande et les services de construction.
- ii. Le secteur Services d'infrastructures comprend un fournisseur mondial de services dans le secteur de la production d'énergie et un fournisseur de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière.
- iii. Le secteur Activités industrielles comprend les activités d'exploitation minière, les activités manufacturières, les services de gestion des eaux et eaux usées ainsi que la prospection et la production de gaz naturel.
- iv. Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition, entre les secteurs opérationnels, de l'actif total de 28,0 G\$ au 31 mars 2019 et du total des produits de 9,2 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Secteurs opérationnels

	Actif	Produits
	Au	Trimestre clos le
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 mars 2019
Services commerciaux	8 570 \$	6 935 \$
Services d'infrastructures	11 286	1 289
Activités industrielles	7 494	977
Siège social et autres	622	—
Total	27 972 \$	9 201 \$

Région

	Actif	Produits
	Au	Trimestre clos le
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 mars 2019
Royaume-Uni	5 385 \$	4 958 \$
Canada	4 073	1 118
Australie	1 290	724
Brésil	4 676	350
États-Unis	5 721	758
Moyen-Orient	935	140
Europe	5 077	914
Autres	815	239
Total	27 972 \$	9 201 \$

Services commerciaux

Notre secteur Services commerciaux est principalement constitué de services i) de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers, ii) de gestion d'installations, iii) de logistique, iv) de divertissement et v) de construction.

Notre entreprise de stockage et de distribution de carburants pour véhicules routiers est le plus gros fournisseur de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni, grâce à son importante infrastructure d'importation et de stockage, à son réseau de distribution étendu et à ses relations clients à long terme. Les produits et les coûts d'exploitation directs de cette entreprise comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise.

En 2017, nous avons acquis 213 stations-service de détail et dépanneurs connexes d'une entreprise de commercialisation de carburants au Canada qui, selon nous, profite déjà d'une importante étendue et d'une grande fidélité de la clientèle grâce au programme de fidélité PC Optimum. En 2018, nous avons achevé le déploiement de la nouvelle marque Mobil sous laquelle toutes nos stations-service de détail sont désormais exploitées. Au cours de l'exercice 2018, nous avons également conclu une acquisition complémentaire et détenons aujourd'hui 234 stations-service de détail et dépanneurs connexes.

Notre entreprise de gestion d'installations nous permet d'offrir des services de gestion immobilière, d'exploitation et d'entretien d'immeubles et d'autres solutions à valeur ajoutée ainsi que des services-conseils stratégiques à différents clients provenant de divers secteurs, y compris des organismes publics, des organismes militaires, des institutions financières, des entités de services publics, des entreprises du secteur industriel et des sièges sociaux. Au cours du trimestre, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons annoncé une entente visant la vente de notre entreprise de gestion d'installations pour une contrepartie d'environ 1 G\$. Le produit de la vente, compte tenu de notre participation de 26 %, s'élève à environ 180 M\$, après impôt. La clôture de la transaction demeure assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2019. Au 30 mars 2019, le placement a été classé comme détenu en vue de la vente.

Nous sommes un fournisseur de premier ordre de services complets de relocalisation et de services-conseils connexes offerts aux particuliers et aux établissements partout dans le monde. Nous avons des bureaux en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Nous avons les compétences et les ressources pour offrir des services de gestion de la relocalisation complets, sur mesure et intégrés au plan mondial à l'ensemble de nos clients. Après la fin du trimestre, nous avons conclu une entente visant la vente de notre entreprise de services de relocalisation de dirigeants, laquelle générera un produit net d'environ 230 M\$ pour la société en commandite. La vente devrait être conclue au cours du deuxième trimestre de 2019.

En partenariat avec un important exploitant d'établissements canadien, nous exploitons trois établissements de divertissement dans la région du Grand Toronto. Actuellement, ces établissements comptent au total plus de 4 900 machines à sous et 160 tables de jeu et ils emploient plus de 2 600 personnes. En vertu d'un contrat à long terme conclu avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, nous détenons les droits exclusifs d'exploitation de ces établissements. Par l'entremise de notre partenariat, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance en fonction de laquelle nous prévoyons améliorer l'expérience de nos invités et transformer ces sites en des destinations de divertissement attrayantes et de premier plan. Ce projet de modernisation et d'aménagement devrait comprendre une gamme de divertissements améliorée et des agrandissements des établissements intégrés afin d'y inclure des commodités de premier ordre telles que des hôtels, des salles de conférence et de réception, des salles de spectacles, des restaurants et des commerces de détail.

Notre entreprise de services de construction est un entrepreneur mondial de premier plan qui mise tout particulièrement sur la construction de grande qualité et qui exerce principalement ses activités relativement aux immeubles de prestige complexes et à grand déploiement et des infrastructures sociales. Les projets de construction sont généralement administrés en vertu de contrats, à l'égard desquels nous assumons la responsabilité de la conception, du programme des travaux, des achats et de la construction, en contrepartie d'un prix déterminé. La plupart des activités de construction sont habituellement confiées en sous-traitance à des spécialistes reconnus qui ont généralement les mêmes obligations que celles énoncées dans le contrat de construction principal. Une plus petite partie des activités consiste en la gestion de la construction dans le cadre de laquelle nous facturons des frais pour la coordination des sous-traitants engagés par le client. Nous devons habituellement fournir des garanties pour les travaux exécutés, soit conformément aux dispositions précisées dans le contrat conclu avec le client ou selon les exigences réglementaires locales. Nous offrons des garanties bancaires et des cautionnements aux clients et demandons aux sous-traitants des garanties ou effectuons des retenues de garantie.

Nous comptabilisons les produits lorsqu'il est très probable que les avantages économiques iront à l'entreprise, que les produits peuvent être mesurés de manière fiable et que le recouvrement est assuré. Les produits sont comptabilisés progressivement à mesure que les obligations de prestation sont remplies, en fonction du degré d'avancement des travaux prévus au contrat à la date de clôture, mesuré selon la proportion des coûts du contrat engagés pour les travaux effectués à la date considérée par rapport au total des coûts estimés du contrat. Une grande partie des produits et des coûts liés à nos projets de construction sont gagnés et engagés en Australie et en Europe, et ils subissent principalement l'incidence des fluctuations du dollar australien et de la livre sterling. Une grande partie de nos produits proviennent de projets importants, et les résultats de nos activités de construction peuvent varier trimestriellement et annuellement, selon le volume des travaux au cours d'une période donnée. Étant donné que nous sommes actifs à l'échelle mondiale, nos activités sont touchées par la conjoncture économique générale et la croissance économique des régions précises où nous offrons nos services de construction.

Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle.

Services d'infrastructures

Notre secteur Services d'infrastructures comprend actuellement i) un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie et ii) un fournisseur de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière.

En 2018, nous avons acquis Westinghouse, un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie. Westinghouse est le fabricant d'équipement d'origine ou fournisseur de technologie pour environ 50 % des centrales nucléaires commerciales dans le monde et assure la prestation de services pour près des deux tiers du parc d'exploitation dans le monde. À l'avant-garde du secteur et faisant preuve d'innovation technologique depuis plusieurs décennies, Westinghouse dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée possédant un savoir-faire dans un large éventail de technologies et des compétences de classe mondiale. Les principaux marchés de Westinghouse sont l'Amérique du Nord, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie.

Les activités de Westinghouse génèrent des produits tout au long du cycle de vie d'une centrale nucléaire. Sa gamme de produits et de services contribue à l'exploitation sécuritaire et fiable du parc nucléaire commercial actuel. Les produits et les services offerts par Westinghouse comprennent le combustible essentiel au fonctionnement, des services d'entretien continu, des solutions techniques ainsi que des systèmes et des composantes usinées à des fins de contrôle et d'instrumentation. Westinghouse participe également à la décontamination, au démantèlement et à la remise en état des sites des centrales à la fin de leur durée d'utilité en plus de fournir de la technologie et du matériel pour les nouvelles centrales à l'échelle mondiale.

La rentabilité des activités principales de Westinghouse axées sur les centrales en exploitation repose en grande partie sur les arrêts pour entretien et rechargement du combustible qui surviennent à intervalles réguliers. Malgré leur caractère saisonnier, ces périodes d'arrêt et services fournis sont imposés par des normes de réglementation, ce qui crée une demande stable pour les services de Westinghouse. Nous nous attendons à des variations saisonnières au cours d'un même exercice et d'un exercice à l'autre, en fonction du calendrier préétabli des cycles d'arrêt des centrales clientes. Westinghouse génère une grande partie de ses produits liés aux carburants au printemps et à l'automne, pendant les périodes d'arrêt des centrales où les travaux d'entretien et de rechargement du combustible sont effectués. Outre la prestation de ces services récurrents, Westinghouse effectue des travaux de modernisation axés sur des événements pour les centrales en exploitation, fabrique du matériel et de l'instrumentation et fournit des contrôles pour les nouvelles centrales.

Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »), notre fournisseur international de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière, se spécialise dans les services de transport, de production pétrolière, de stockage et de remorquage sur de longues distances en mer ainsi que d'installation, d'entretien et de sécurité des activités extracôtières. Teekay Offshore exploite des pétroliers navettes (des navires hautement spécialisés équipés de systèmes de positionnement dynamique servant au déchargement des plateformes pétrolières extracôtières), des unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer (« unités FPSO »), des unités flottantes de stockage et de déchargement en mer (« unités FSO ») et des navires de remorquage sur longues distances hautement spécialisés et également équipés de systèmes de positionnement dynamique. L'entreprise exerce ses activités dans des régions pétrolifères sélectionnées à l'échelle mondiale, notamment en mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni), au Brésil et au Canada.

En 2018, nous avons augmenté notre participation dans Teekay Offshore GP L.L.C. (« Teekay Offshore GP ») pour la faire passer de 49 % à 51 %, ce qui s'est traduit par l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Teekay Offshore. Nos produits dépendent en grande partie des contrats conclus avec nos clients, et ils sont principalement fondés sur des honoraires et ainsi comptabilisés quotidiennement de façon linéaire sur la durée des contrats. À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, elle a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises et possède un important portefeuille de contrats à taux fixe à moyen et à long terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité. Après la fin du trimestre, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis la totalité des participations restantes de Teekay Corporation dans Teekay Offshore, y compris la participation de commandité de 49 %, les parts de société en commandite, les bons de souscription et un engagement relatif à un emprunt pour un total de 100 M\$. Notre quote-part est d'environ 45 M\$. Compte tenu de cette transaction, notre participation s'élève à environ 30 %.

Activités industrielles

Notre secteur Activités industrielles comprend principalement i) des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada; ii) certaines activités de fabrication industrielle comprenant principalement la fabrication d'électrodes de graphite à l'échelle mondiale et la fabrication de produits de soutien à l'infrastructure au Canada; iii) les services de gestion des eaux et eaux usées au Brésil; et iv) la prospection et la production de gaz naturel.

Nous détenons des participations dans des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada. Ces activités minières consistent actuellement en une carrière de granulats calcaires située dans le nord de l'Alberta, au Canada, et la mine du Lac des Îles (« LDI »), en Ontario, au Canada. Les réserves minérales prouvées de la carrière de calcaire totalisent 459,2 millions de tonnes, et les réserves minérales probables, 539,5 millions de tonnes.

En septembre 2018, les réserves souterraines et de surface de la mine du LDI étaient estimées à 40,9 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en palladium de 2,31 g/t. Les passifs relatifs au démantèlement, qui se rapportent aux obligations juridiques et implicites découlant de la remise en état future du site et de la fermeture de sites miniers, sont comptabilisés lorsqu'ils prennent naissance, et un passif de même qu'un actif correspondant sont comptabilisés selon la meilleure estimation de la direction. Les coûts de remise en état sont garantis par une lettre de crédit, et les coûts de fermeture et de remise en état estimatifs font l'objet d'une provision dans la période comptable au cours de laquelle l'obligation découlant de la perturbation connexe prend naissance. Le total de tonnes broyées a augmenté en 2018, pour atteindre 4 237 734 tonnes comparativement à 2 780 119 tonnes à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète le retour du broyage à temps plein, complété par une augmentation de la production souterraine.

Notre secteur Activités industrielles inclut un fabricant d'électrodes de graphite et de coke en aiguilles utilisé dans la fabrication d'électrodes de graphite. Les électrodes de graphite sont surtout utilisées dans les fours électriques à arc des petites aciéries, et une part importante de nos ventes est réalisée dans le secteur de la production d'acier. Il s'agit d'un secteur d'activité hautement capitalistique qui présente d'importantes barrières à l'entrée et qui exige une expertise technique pour faire croître l'entreprise et assurer sa rentabilité. Nous avons rationalisé nos processus afin de réduire les délais de livraison et les coûts et d'offrir des produits et des services de qualité supérieure, ce qui devrait nous permettre de dégager des flux de trésorerie considérables et d'afficher des rendements tout au long du cycle.

En juin 2015, nous avons acquis une entreprise qui fabrique et commercialise un vaste éventail de produits d'infrastructure et de solutions d'ingénierie de construction. Nous avons réalisé l'acquisition en convertissant notre position sur un prêt à terme en une participation dans l'entreprise conformément à un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Avant la restructuration du capital, nos résultats consolidés reflétaient les intérêts et les frais liés à notre position sur le prêt. Nous fabriquons et commercialisons des systèmes d'ingénierie en béton préfabriqué, tels que des garages de stationnement, des ponts, des installations sportives et des enveloppes de bâtiments. Nous servons des clients provenant de divers secteurs et de partout au Canada. La demande en matière d'infrastructures influe directement sur la croissance et la rentabilité de ces activités. Nous sommes en passe de céder ces activités.

En mai 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »), un grand fournisseur d'emballages de plastique récupérable européen. Les actions restantes continuent d'être détenues par la famille fondatrice de l'entreprise. Schoeller Allibert bénéficie d'une solide position concurrentielle compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation d'innovation en matière de produits. L'entreprise exerce ses activités dans un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique. En outre, selon nous, Schoeller Allibert est une entreprise qui a la possibilité d'augmenter sa taille de manière organique en pénétrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux produits et au moyen d'acquisitions.

Schoeller Allibert exploite des sites de fabrication répartis dans toute l'Europe ainsi qu'un site situé à Phoenix en Arizona, emploie 2 000 employés et possède une clientèle diversifiée établie depuis longtemps. Nous sommes d'avis que nous pouvons profiter d'une part significative du potentiel de croissance du marché, créé par l'abandon des emballages non réutilisables, et réaliser les améliorations sur le plan de l'efficacité opérationnelle. Nous concentrons nos efforts sur la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité et sur la croissance de la plateforme.

En 2017, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans la plus grande société fermée de gestion des eaux au Brésil (« BRK Ambiental »). BRK Ambiental offre des services de gestion des eaux et eaux usées, ce qui comprend la collecte, le traitement et la distribution, à une vaste gamme de clients résidentiels, industriels, commerciaux et étatiques aux termes d'accords de concession à long terme ajustés en fonction de l'inflation, de contrats de partenariat public-privé ou de contrats d'achat ferme dans tout le Brésil. Nous sommes d'avis que cette entreprise pourra tirer parti d'une plus grande part des améliorations liées aux réseaux d'aqueduc et d'égout prévues au Brésil au cours des 20 prochaines années, ce qui permettra d'investir d'importants capitaux supplémentaires offrant des rendements ajustés en fonction du risque stables et intéressants.

Nos activités de prospection et de production de gaz naturel mettent à profit l'historique et l'expérience de Brookfield en tant que propriétaire et exploitant d'entreprises hautement capitalistiques. Nous avons établi nos activités dans le secteur de l'énergie avec la même stratégie d'acquisition que nous avons adoptée au sein de notre entreprise en général; elles comprennent la prospection et la production de gaz naturel au Canada par l'entremise de notre plateforme de méthane de houille, ou « MH », en Alberta, au Canada. Nous exploitons également des services d'entretien de puits et des activités de forage à contrat, principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »).

Nos biens canadiens produisent environ 41 000 barils d'équivalent pétrole par jour (« bep/j »). Nos biens de MH consistent en des réserves de longue durée, à faible taux d'épuisement, situées à de faibles profondeurs et présentant un niveau de risque et des projets d'investissement peu élevés. Les produits tirés de la vente de gaz sont comptabilisés lorsque le titre de propriété du produit est transféré à l'acheteur en fonction du volume livré ainsi que du point de livraison et du prix prévu au contrat. Les produits tirés de la production de gaz dans laquelle nous détenons une participation avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de notre participation directe. Les produits provenant de cette activité sont exposés aux fluctuations des prix des marchandises.

Dans notre secteur Activités industrielles, nous prévoyons engager des coûts futurs pour le démantèlement, l'abandon et la remise en état de nos actifs. La valeur actualisée de ces coûts futurs estimatifs de démantèlement, d'abandon et de remise en état est inscrite à l'actif et comptabilisée comme un passif à long terme.

Nos activités incluent également les activités de forage à contrat et les services d'entretien de puits effectués principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »). Nos produits tirés des activités de forage à contrat et d'entretien de puits sont tributaires des commandes et des contrats conclus avec les clients qui prévoient des prix fixes ou déterminables établis en fonction de tarifs journaliers, horaires ou contractuels. Une tranche importante des produits tirés des services d'entretien provient de grandes sociétés pétrolières et gazières nationales et mondiales qui ont des activités en Alberta, au Canada. Nos activités connaissent des fluctuations saisonnières puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. L'activité est habituellement à son plus haut niveau au cours des premier et quatrième trimestres, car le gel crée un sol stable permettant d'accéder facilement aux sites des puits et de déplacer plus facilement les appareils de forage et d'entretien, alors que le deuxième trimestre connaît généralement le plus faible niveau d'activité en raison des restrictions routières pendant le dégel printanier.

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Faits nouveaux concernant notre Entreprise

Les principaux événements survenus dans le cadre de nos activités depuis le 31 décembre 2018 sont mentionnés ci-dessous :

Le 31 janvier 2019, nous avons, de concert avec des partenaires institutionnels, conclu un accord en vue d'acquérir jusqu'à 100 % de Healthscope Limited (« Healthscope ») pour une contrepartie d'environ 4,1 G\$ US. Healthscope est le deuxième plus grand exploitant d'hôpitaux privés en Australie et le plus important fournisseur de services de pathologie en Nouvelle-Zélande. La transaction sera financée au moyen de capitaux propres d'au plus 1,0 G\$, d'un financement à long terme de 1,4 G\$ et d'un montant de 1,7 G\$ provenant de transactions de cession-bail à long terme de 22 hôpitaux en tenure franche entièrement détenus. La société en commandite prévoit financer environ 250 M\$ des capitaux propres, la partie restante provenant des partenaires institutionnels. Avant ou après la clôture de la transaction, une tranche du montant que nous avons engagé pourrait faire l'objet d'une syndication auprès d'autres investisseurs institutionnels. La conclusion de la transaction demeure assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires. Cette transaction devrait se conclure au deuxième trimestre de 2019.

Le 11 mars 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons annoncé une entente visant la vente de BGIS, un fournisseur mondial de premier plan de services de gestion d'installations, à CCMP Capital Advisors, LP pour une contrepartie d'environ 1 G\$. La quote-part du produit de la vente revenant à la société en commandite devrait s'élever à environ 180 M\$, après impôt. La clôture de la transaction demeure assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2019.

En avril 2019, nous avons conclu l'acquisition de Clarios Power Solutions (« Clarios »), en contrepartie d'un prix d'achat d'environ 13,2 G\$. La transaction a été financée au moyen de capitaux propres d'un montant de 3 G\$, dont une tranche de 750 M\$, correspondant à une participation de 25 %, qui sera finalisée en fonction de la participation des partenaires institutionnels, devrait représenter notre quote-part.

En avril 2019, nous avons conclu une entente visant la vente de notre entreprise de services de relocalisation de dirigeants, BGRS, qui générera un produit net d'environ 230 M\$ pour la société en commandite. La vente devrait être conclue au deuxième trimestre de 2019.

En avril 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons procédé à la restructuration du capital de Cardone Industries pour un montant d'environ 195 M\$, utilisé pour répondre aux besoins en liquidités à court terme de l'entreprise. Nous avons acquis une participation donnant le contrôle de 85 % dans Cardone Industries, notre quote-part s'élevant à 35 % pour environ 80 M\$ (y compris la valeur du placement antérieur de 33 M\$).

En avril 2019, nous avons conclu notre première vente d'actions de North American Palladium, notre entreprise d'extraction de palladium, sur le marché organisé. Nous avons vendu environ 5,7 millions d'actions à un prix de 10 \$ la part, ce qui a permis de dégager un produit net d'environ 15 M\$ pour la société en commandite.

Finalement, en mai 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis la totalité des participations restantes de Teekay Corporation dans Teekay Offshore, y compris la participation de commandité de 49 %, les parts de société en commandite, les bons de souscription et un engagement relatif à un emprunt pour un total de 100 M\$. Compte tenu de cette transaction, la participation de la société en commandite, avec la participation des partenaires institutionnels dans Teekay Offshore, s'élève à 73 %. La quote-part de la société en commandite est d'environ 45 M\$ et sa participation sera d'environ 30 %, et une tranche de celle-ci pourrait faire l'objet d'une syndication auprès d'autres investisseurs institutionnels.

Perspectives

Nous nous efforçons d'augmenter les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation au moyen d'acquisitions et d'occasions de croissance interne, comme il est décrit ci-après. Nous sommes d'avis que notre plateforme d'exploitation mondiale de premier ordre nous permet de répartir le capital de façon efficiente entre les secteurs et les régions présentant les meilleures occasions de réaliser le rendement que nous visons à l'échelle mondiale. Nous cherchons aussi activement à monnayer nos actifs au bilan à mesure qu'ils arrivent à maturité et nous réinvestissons le produit dans des stratégies de placement à rendement plus élevé, ce qui permet d'améliorer les rendements.

Au sein de notre secteur Services commerciaux, nous élargissons notre plateforme de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers par l'entremise d'acquisitions complémentaires, qui nous permettent d'exercer nos activités dans de nouvelles régions et d'offrir de nouvelles gammes de produits. En ce qui a trait à nos établissements de divertissement, notre stratégie de croissance à long terme inclut l'amélioration de l'expérience client et l'agrandissement des établissements pour y intégrer des installations de pointe, des hôtels et des salles de spectacle de premier plan. Les premiers travaux de construction ont commencé sur l'installation élargie des sites Woodbine et Pickering. Notre secteur Services de construction représente un des exploitants les plus solides à l'échelle mondiale et nous continuons de conclure de nouveaux contrats et de maintenir un carnet de commandes bien garni sur les marchés principaux en Australie et au Royaume-Uni, alors que nous concentrons nos efforts sur le retour à des niveaux plus près du rendement historique. Grâce à notre acquisition d'Imagine, un fournisseur de services sans fil fixes à large bande haute vitesse dans les régions rurales de l'Irlande, nous disposons d'une porte d'entrée vers les services technologiques. Notre placement procurera des capitaux additionnels à Imagine pour lui permettre de terminer son déploiement auprès des clients. Le secteur des technologies représente pour nous un énorme potentiel de croissance, compte tenu de l'importance des occasions et de leur nombre qui ne cesse de croître. Nous continuons également de rechercher des occasions de monétisation dans ce secteur. Nous avons conclu, en mars, une entente visant la vente de BGIS, notre entreprise de gestion d'installations, et, après la fin du trimestre, une entente visant la vente de BGRS, notre entreprise de services de relocalisation de dirigeants. Nous nous attendons à conclure les deux transactions au cours du deuxième trimestre de 2019.

Dans notre secteur Services d'infrastructures, nous continuons de collaborer étroitement avec la direction de Westinghouse afin d'améliorer la rentabilité et de réorienter les activités principales liées aux services d'infrastructures. Ces initiatives donnent lieu à des gains en matière de productivité et d'efficacité et nous sommes tout près d'atteindre nos cibles de productivité. Conformément à son plan, Teekay Offshore continue de générer un BAIIA stable et croissant grâce à son important portefeuille diversifié de navires spécialisés et d'investir dans de nouveaux navires à la fine pointe de la technologie dans le cadre de sa stratégie de croissance. Au début du mois d'avril, Teekay Offshore a annoncé qu'elle avait obtenu un emprunt à long terme aux fins du financement de quatre nouveaux pétroliers navettes dont la livraison doit avoir lieu en 2019 et en 2020. Deux des navires seront mis en service conformément à une entente à long terme et les deux autres navires seront inclus au portefeuille de pétroliers navettes de la société dans la mer du Nord, ce qui stimulera la croissance des flux de trésorerie futurs.

Dans notre secteur Activités industrielles, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite poursuit ses améliorations opérationnelles, s'affairant à mettre en œuvre des initiatives permettant d'augmenter la capacité de production de ses usines. Nous poursuivons également nos initiatives d'amélioration opérationnelle dans nos entreprises de service de traitement des eaux et des eaux usées, y compris le bilan de sécurité, l'achèvement de notre programme de certification de la qualité de l'eau, le développement de nos relations de prêt, la réduction des coûts d'emprunt globaux et l'augmentation de la cadence des dépenses d'investissement pour élargir l'étendue des activités. Notre entreprise d'extraction de palladium continue de profiter de la forte demande et du prix du palladium, de même que de l'incidence favorable des améliorations opérationnelles que nous avons effectuées. Les prix du palladium ont dépassé 1 500 \$ l'once au cours du premier trimestre de 2019, tandis que les analystes des métaux prévoient des prix solides pour les trois prochaines années. La société a également annoncé un programme de prospection élargi, lequel devrait permettre d'augmenter les réserves ainsi que la valeur de l'entreprise.

À la fin d'avril, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu l'acquisition de Clarios, le chef de file mondial de la technologie, de la fabrication et de la distribution de batteries automobiles. Clarios est un chef de file dans le domaine de la technologie et un fournisseur de produits essentiels dans un marché final en croissance continue. En tant que chef de file mondial du marché fournissant plus du tiers des batteries automobiles dans le monde, Clarios tire parti d'économies d'échelle pour ce qui est du développement des produits, de la fabrication et du recyclage de batteries usagées. À notre avis, les tendances favorables dans le secteur procurent à l'entreprise un potentiel de croissance. Premièrement, selon les prévisions du secteur, le nombre total de voitures sur les routes augmentera de 30 % à l'échelle mondiale au cours des dix prochaines années. Clarios fournira des batteries aux fabricants de ces voitures ainsi que des batteries de remplacement dans les décennies à venir. Deuxièmement, en raison de la complexité croissante des véhicules, la batterie automobile est un élément plus important que jamais afin de gérer l'augmentation des charges électriques dans les automobiles. Cette tendance entraîne un changement au sein du secteur en faveur des batteries évoluées, un domaine dans lequel notre entreprise est le chef de file. En outre, nous avons repéré des occasions liées aux processus de fabrication et de la chaîne d'approvisionnement permettant de soutenir davantage la rentabilité et nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe de direction sur ces initiatives et d'autres projets visant à améliorer les activités.

Au cours du trimestre, nous avons, de concert avec des partenaires institutionnels, conclu un accord définitif en vue d'acquérir jusqu'à 100 % de Healthscope pour une contrepartie pouvant atteindre 4,1 G\$ (des capitaux propres d'environ 250 M\$ seront financés par la société en commandite). Healthscope est le deuxième plus grand exploitant d'hôpitaux privés en Australie, avec 43 hôpitaux privés répartis dans tous les États, et le plus important fournisseur de services de pathologie en Nouvelle-Zélande. Les données fondamentales de la société sont solides, et il s'agit d'une occasion d'acquérir une entreprise de haut calibre fournissant les meilleurs services essentiels de sa catégorie au secteur bien établi et en croissance des soins de santé privés en Australie.

D'un point de vue géographique, notre stratégie consiste à adopter une perspective à long terme à l'égard des régions où Brookfield est bien établie, et à investir de façon plus importante durant les périodes marquées par la faiblesse du marché. Par exemple, nous sommes d'avis qu'au Brésil il y aura d'importantes occasions d'élargir les activités de BRK Ambiental tout en générant de solides rendements du capital ajustés en fonction des risques au moment où ce pays sort d'une récession. En Inde, le gouvernement a accompli des progrès pour créer un contexte plus intéressant pour les investisseurs sur les plans opérationnel et juridique, et la croissance prévue du PIB devrait être robuste, ce qui fait de ce pays un autre marché attrayant pour investir à long terme. Depuis la scission-distribution, nous avons conclu des placements en Amérique du Nord, au Brésil, en Inde et en Europe.

Les occasions pour la société en commandite d'augmenter ses flux de trésorerie au moyen d'acquisitions et de la croissance interne reposent sur des hypothèses à l'égard de nos activités et des marchés que la direction estime raisonnables dans les circonstances. Il n'existe aucune garantie à l'égard de la croissance de nos flux de trésorerie, du capital investi dans les acquisitions ou de la croissance interne. Se reporter à la rubrique « Déclarations prospectives » du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation consolidés intermédiaires résumés non audités

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS), sauf les montants par part	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	9 201 \$	8 194 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 193)	(7 649)
Frais généraux et administratifs	(178)	(118)
Dotation aux amortissements	(311)	(106)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(184)	(86)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	7	17
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	(2)	16
Autres produits (charges), montant net	(90)	(14)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	250	254
(Charge) économie d'impôt exigible	(30)	(28)
(Charge) économie d'impôt différé	(19)	(10)
Bénéfice net (perte nette)	201 \$	216 \$
Attribuable aux éléments suivants :		
Commanditaires	32 \$	(35) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management	30	(34)
Commanditaires spéciaux	—	143
Participations d'autres entités	139	142
Bénéfice net (perte nette)	201 \$	216 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite ^{1, 2}	0,48 \$	(0,53) \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,2 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2019 et à 129,3 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours du trimestre clos le 31 mars 2018.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons présenté un bénéfice net de 201 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 62 M\$. Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 216 M\$ et un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 74 M\$. La diminution est principalement attribuable à la hausse des amortissements dans notre secteur Services d'infrastructures combinée aux variations latentes des positions couvertes par des dérivés ainsi qu'aux coûts de restructuration et de transaction liés à l'acquisition de Westinghouse et à la vente annoncée de notre entreprise de gestion d'installations, respectivement.

Produits

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les produits ont augmenté de 1 007 M\$, pour se chiffrer à 9 201 M\$, comparativement à 8 194 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. L'augmentation des produits est principalement attribuable à l'acquisition de Schoeller Allibert et de Westinghouse au cours des deuxième et troisième trimestres de 2018, respectivement, et à la consolidation de Teekay Offshore à compter du troisième trimestre de 2018, facteurs partiellement contrebalancés par une diminution des produits de Greenergy, notre entreprise de distribution de carburants, principalement en raison de la baisse des volumes au Brésil. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise.

Coûts d'exploitation directs

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 544 M\$, pour se chiffrer à 8 193 M\$, par rapport à 7 649 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'exploitation directs tient essentiellement aux acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore, partiellement contrebalancées par la baisse des volumes de Greenergy, au Brésil. Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une réduction de 53 M\$ des coûts d'exploitation directs.

Frais généraux et administratifs

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 60 M\$, pour s'établir à 178 M\$, comparativement à 118 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais généraux et administratifs ont augmenté en raison des acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse aux deuxième et troisième trimestres de 2019, respectivement, lesquelles, ensemble, ont donné lieu à des frais généraux et administratifs totalisant 55 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement pour déplétion lié aux actifs pétroliers et gaziers, l'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles. L'apport le plus important à la dotation aux amortissements provient de nos secteurs Services d'infrastructures et Activités industrielles. La dotation aux amortissements de notre secteur Services d'infrastructures découle principalement de l'amortissement de contrats conclus avec des clients et de l'amortissement des immobilisations corporelles de Westinghouse ainsi que de l'amortissement des navires et du matériel de Teekay Offshore. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles provient principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de nos services de traitement des eaux et eaux usées, ainsi que de nos actifs liés à l'énergie, dont les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement pour déplétion selon le mode des unités d'œuvre d'après les réserves prouvées et probables. Nous utilisons le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières (le « Règlement 51-101 ») pour définir et calculer les réserves prouvées et probables aux fins du calcul de la dotation aux amortissements.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la dotation aux amortissements a augmenté de 205 M\$ par rapport à la période correspondante close le 31 mars 2018. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient principalement à l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de 2018 ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore à compter du troisième trimestre de 2018. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation de 41 M\$ de la dotation aux amortissements.

Produits (charges) d'intérêts, montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les charges d'intérêts nettes ont augmenté de 98 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. L'augmentation tient principalement à l'inclusion de coûts d'emprunts additionnels liés à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation de 12 M\$ des charges d'intérêts.

Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 10 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la consolidation de Teekay Offshore, qui a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence au premier trimestre de 2018, combinée à la perte d'apport découlant de la cession de notre participation de 33 % dans Berkshire Hathaway HomeServices (« HomeServices ») et de Quadrant Energy (« Quadrant »), notre entreprise énergétique en Australie, aux deuxième et quatrième trimestres de 2018, respectivement.

Profit sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons enregistré une perte nette de 2 M\$, laquelle est principalement liée à la vente d'une unité opérationnelle de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure, dont nous préparons la cession. Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, nous avons enregistré un profit net de 16 M\$, lequel est principalement lié à la vente d'une unité opérationnelle de la même entreprise.

Autres produits (charges), montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les autres charges de 90 M\$ se rapportent à des pertes latentes liées à l'évaluation à la valeur de marché sur les positions sur dérivés liées à Teekay Offshore, des coûts de transaction liés à la vente annoncée de notre entreprise de gestion d'installations et des coûts de restructuration liés à Westinghouse. Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les autres charges de 14 M\$ se rapportent principalement aux fluctuations de la juste valeur des couvertures au sein de notre secteur Siège social et de nos activités liées à l'énergie au Canada.

(Charge) économie d'impôt

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé se sont élevées à 30 M\$ et à 19 M\$, respectivement, comparativement à une charge d'impôt exigible de 28 M\$ et à une charge d'impôt différé de 10 M\$ pour les périodes correspondantes de 2018. La charge d'impôt exigible a augmenté principalement en raison de la hausse du bénéfice imposable généré par GrafTech, contrebalancée par une économie d'impôt exigible liée à Westinghouse. L'augmentation de la charge d'impôt différé découle de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une économie non récurrente liée à notre secteur Services commerciaux.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, notre taux d'imposition effectif était de 19 %, alors que notre taux d'imposition composite était de 27 %. Nous exerçons nos activités dans divers pays dont les taux d'imposition sont pour la plupart différents de notre taux d'imposition national prévu par la loi. Les écarts dans les taux d'imposition à l'échelle mondiale ont donné lieu à une diminution de 8 % de notre taux d'imposition effectif. L'écart varie d'une période à l'autre selon l'importance relative du bénéfice comptabilisé dans chaque pays.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS), sauf les montants par part								
	2019		2018			2017		
Trimestres clos	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits	9 201 \$	10 209 \$	9 990 \$	8 775 \$	8 194 \$	8 379 \$	7 640 \$	4 870 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 193)	(9 205)	(9 080)	(8 200)	(7 649)	(8 034)	(7 295)	(4 673)
Frais généraux et administratifs	(178)	(209)	(174)	(142)	(118)	(107)	(95)	(76)
Dotation aux amortissements	(311)	(286)	(251)	(105)	(106)	(109)	(109)	(88)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(184)	(181)	(148)	(83)	(86)	(67)	(66)	(50)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	7	9	(9)	(7)	17	8	37	14
Charge pour perte de valeur, montant net	—	(38)	(180)	—	—	(9)	—	(23)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	(2)	147	247	90	16	—	(14)	9
Autres produits (charges), montant net	(90)	(73)	(42)	(7)	(14)	(72)	(41)	(9)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	250	373	353	321	254	(11)	57	(26)
(Charge) économie d'impôt exigible	(30)	(63)	(43)	(52)	(28)	(11)	(19)	(4)
(Charge) économie d'impôt différé	(19)	84	(25)	39	(10)	16	6	4
Bénéfice net (perte nette)	201 \$	394 \$	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$
Attribuable aux éléments suivants :								
Commanditaires	32 \$	70 \$	(1) \$	40 \$	(35) \$	(79) \$	(8) \$	(3) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :								
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.	30	66	—	38	(34)	(83)	(8)	(3)
Commanditaires spéciaux	—	—	94	41	143	117	25	—
Participations d'autres entités	139	258	192	189	142	39	35	(20)
Bénéfice net (perte nette)	201 \$	394 \$	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par part de société en commandite ^{1, 2}	0,48 \$	1,04 \$	— \$	0,60 \$	(0,53) \$	(1,25) \$	(0,15) \$	(0,06) \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,2 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2019 et à 129,3 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2018.
2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours des trimestres clos le 30 septembre 2017, le 31 décembre 2017, le 31 mars 2018, le 30 juin 2018 et le 30 septembre 2018.

Les produits et les charges d'exploitation varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs climatiques et du caractère saisonnier des activités sous-jacentes. Des facteurs économiques plus généraux, et la volatilité des prix des marchandises en particulier, ont une incidence importante sur plusieurs de nos activités, plus précisément au sein de notre secteur Activités industrielles. Le caractère saisonnier touche notre secteur Activités industrielles, principalement en raison des activités de forage à contrat et des services d'entretien de puits, puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les principales centrales en exploitation de Westinghouse génèrent la majeure partie de leurs produits à l'automne et au printemps, pendant les périodes d'arrêt des centrales aux fins des travaux d'entretien et de rechargement du combustible. En outre, les activités sont exposées au caractère cyclique des engagements découlant des contrats conclus avec les clients. Certains de nos services commerciaux enregistrent habituellement un rendement plus solide au second semestre de l'exercice, tandis que d'autres services, comme nos entreprises de commercialisation et de distribution de carburants, enregistrent un rendement plus solide aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Le bénéfice net dépend des profits et des pertes périodiques sur les acquisitions, la monétisation et la dépréciation.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 540 \$	1 949 \$
Actifs financiers	1 257	1 369
Débiteurs, montant net	5 012	5 160
Stocks et autres actifs	3 246	3 075
Actifs détenus en vue de la vente	1 005	63
Immobilisations corporelles	7 789	6 947
Actifs d'impôt différé	253	280
Immobilisations incorporelles	5 169	5 523
Placements mis en équivalence	537	541
Goodwill	2 164	2 411
Total de l'actif	27 972 \$	27 318 \$
Passif et capitaux propres		
Passif		
Créditeurs et autres passifs	9 519 \$	9 082 \$
Passifs liés aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	781	9
Emprunts généraux	—	—
Emprunts sans recours des filiales de Brookfield Business Partners	10 355	10 866
Passifs d'impôt différé	868	867
Total du passif	21 523 \$	20 824 \$
Capitaux propres		
Commanditaires	1 583 \$	1 548 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 450	1 415
Participations d'autres entités	3 416	3 531
Total des capitaux propres	6 449	6 494
Total du passif et des capitaux propres	27 972 \$	27 318 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers se composent de titres négociables, de prêts et effets à recevoir, de contrats dérivés et de liquidités soumises à restrictions. Le solde a diminué de 112 M\$, passant de 1 369 M\$ au 31 décembre 2018 à 1 257 M\$ au 31 mars 2019. La diminution est principalement attribuable à un ajustement de la juste valeur des dérivés de Greenergy, combiné à la baisse des liquidités soumises à restrictions de Westinghouse.

Le tableau suivant présente les actifs financiers, par secteur, au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 mars 2019	517 \$	300 \$	386 \$	54 \$	1 257 \$
31 décembre 2018	623 \$	360 \$	333 \$	53 \$	1 369 \$

Débiteurs

Les débiteurs ont diminué de 148 M\$, passant de 5 160 M\$ au 31 décembre 2018 à 5 012 M\$ au 31 mars 2019. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des créances clients de Westinghouse et au classement de notre entreprise de services de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente au cours du trimestre, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation des créances clients de Greenergy en raison d'une hausse des prix du carburant à la fin du trimestre.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont augmenté de 171 M\$, passant de 3 075 M\$ au 31 décembre 2018 à 3 246 M\$ au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation pour Westinghouse et pour Greenergy, tandis que les stocks de carburants sont comptabilisés à la valeur de marché en fonction des cours du marché et que les prix de carburants ont été plus élevés à la fin du trimestre, facteurs contrebalancés en partie par le classement de notre entreprise de services de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente au cours du trimestre.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 1 005 M\$ au 31 mars 2019, comparativement à 63 M\$ au 31 décembre 2018. Au 31 mars 2019, les actifs détenus en vue de la vente comprenaient notre entreprise de services de gestion d'installations. Le 11 mars 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant la vente de notre entreprise de gestion d'installations pour une contrepartie d'environ 1 G\$. Les actifs et les passifs avaient tous été classés comme détenus en vue de la vente au 31 mars 2019. Le solde de 2018 est principalement attribuable au classement de certains actifs de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure dans les actifs détenus en vue de la vente.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le solde des immobilisations corporelles de 7 789 M\$ au 31 mars 2019 a augmenté de 842 M\$ comparativement à 6 947 M\$ au 31 décembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation découlant de contrats de location lors de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019. L'adoption d'IFRS 16 a entraîné la comptabilisation par le preneur d'un montant de 981 M\$ d'actifs au titre de droits d'utilisation au 31 mars 2019.

Les immobilisations incorporelles ont diminué de 354 M\$, passant de 5 523 M\$ au 31 décembre 2018 à 5 169 M\$ au 31 mars 2019. Cette diminution est principalement attribuable au classement de notre entreprise de services de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente au cours du trimestre, combiné à un ajustement de la répartition du prix d'achat de Westinghouse.

Les dépenses d'investissement représentent des entrées d'immobilisations corporelles et de certaines immobilisations incorporelles et elles comprennent les investissements de maintien, qui sont nécessaires au maintien de la performance actuelle de nos activités, ainsi que les investissements de croissance, qui sont effectués afin d'acquérir de nouveaux actifs en vue d'élargir nos activités existantes. Au sein de notre secteur Services commerciaux, les dépenses d'investissement étaient principalement liées à des travaux de mise à nouveau du réseau et à du matériel à Imagine, ainsi qu'aux agrandissements de terminaux à Greenergy. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les dépenses d'investissement étaient principalement attribuables aux dépenses liées au matériel et à l'outillage de Westinghouse ainsi qu'aux coûts de mise en cale sèche et aux entrées de Teekay Offshore. Enfin, au sein de notre secteur Activités industrielles, les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux agrandissements et au remplacement de matériel à nos entreprises de fabrication et d'exploitation minière. Nous incluons également les entrées d'immobilisations incorporelles de BRK Ambiental dans les dépenses d'investissement en raison de la nature de ses accords de concession. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les dépenses d'investissement totales se sont chiffrées à 194 M\$. Les dépenses d'investissement de nos secteurs Services commerciaux, Services d'infrastructures et Activités industrielles ont totalisé 30 M\$, 97 M\$ et 67 M\$, respectivement.

Placements mis en équivalence

Les placements mis en équivalence ont diminué de 4 M\$, passant de 541 M\$ au 31 décembre 2018 à 537 M\$ au 31 mars 2019, principalement en raison des distributions reçues au cours de la période.

Goodwill

Le goodwill a diminué de 247 M\$, passant de 2 411 M\$ au 31 décembre 2018 à 2 164 M\$ au 31 mars 2019, principalement en raison du classement de notre entreprise de services de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente au cours du trimestre, combiné à un ajustement de la répartition du prix d'achat de Westinghouse.

Créditeurs et autres passifs

Les créditeurs et autres passifs ont augmenté de 437 M\$, passant de 9 082 M\$ au 31 décembre 2018 à 9 519 M\$ au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à la comptabilisation d'obligations locatives lors de l'adoption d'IFRS 16, combinée à l'augmentation des emprunts à court terme de Greenergy, contrebalancées en partie par le classement de notre entreprise de services de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente au cours du trimestre. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à des obligations locatives pour le preneur de 1 002 M\$ au 31 mars 2019.

Emprunts généraux et sans recours

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts

Au 31 mars 2019, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher leur quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts de société en commandite spéciales, les parts du commandité gestionnaire et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de la société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

Au cours du premier trimestre de 2019, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part était de 34,09 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre.

Dans le cadre de la scission-distribution, Brookfield a en outre souscrit des actions privilégiées de nos entités de portefeuille pour un montant de 15 M\$.

Le 10 août 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de commencer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, notre conseil d'administration nous a autorisés à racheter un maximum de 10 % des parts émises et en circulation au 9 août 2018, soit 3 371 900 parts.

Le 3 janvier 2019, nous avons annoncé que nous avons mis en place un programme de rachat automatique dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le nombre maximal de parts pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été modifié pour passer de 3 371 900 parts, soit 10 % du flottant, à 3 309 289, ce qui représente 5 % du nombre total de parts émises et en circulation. Au 31 mars 2019, 89 027 parts avaient été rachetées.

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, le nombre total de parts de la société en commandite se détaillait comme suit :

PARTS	31 mars 2019	31 décembre 2018
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite	66 096 771	66 185 798
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield	63 095 497	63 095 497
Parts de société en commandite spéciales	4	4

Analyse sectorielle

IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, exige que les secteurs opérationnels soient établis en fonction de rapports internes qui sont revus périodiquement par notre principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et la prise de décisions concernant l'affectation des ressources sont les flux de trésorerie liés aux opérations, ou les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, et le BAIIA de la société.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société représentent une mesure clé de notre performance financière, et nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos activités. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » pour une analyse plus détaillée et un rapprochement avec les mesures définies par les normes IFRS les plus comparables.

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	9 201 \$	8 194 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 193)	(7 649)
Frais généraux et administratifs	(178)	(118)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	33	59
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(597)	(295)
BAIIA de la société²	266 \$	191 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	(2)	16
Autres produits (charges), montant net	(2)	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(184)	(86)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(5)	(19)
Impôt exigible	(30)	(28)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	162	64
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	205 \$	138 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.

2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons présenté un BAIIA de la société de 266 M\$, soit une hausse de 75 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. L'augmentation du BAIIA de la société est principalement attribuable aux meilleurs résultats de notre secteur Services d'infrastructures en raison de l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de 2018, ainsi que de notre secteur Services commerciaux compte tenu de la hausse des apports de notre entreprise de services de construction, résultats en partie contrebalancés par une diminution au sein de notre secteur Activités industrielles en raison de la baisse des apports de GrafTech par suite de nos activités de monétisation l'an dernier. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 18 M\$ du BAIIA de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons présenté des flux de trésorerie liés aux opérations de la société de 205 M\$, soit une hausse de 67 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté en raison des facteurs mentionnés précédemment contribuant à l'augmentation du BAIIA de la société, en partie contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts découlant principalement de l'inclusion d'emprunts additionnels au sein de notre secteur Services d'infrastructures. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 14 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	6 935 \$	7 347 \$
Coûts d'exploitation directs	(6 778)	(7 234)
Frais généraux et administratifs	(67)	(67)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	8	8
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(53)	(25)
BAIIA de la société²	45 \$	29 \$
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(20)	(19)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(1)	—
Impôt exigible	(10)	(8)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	18	15
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	32 \$	17 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts, pour notre secteur Services commerciaux, au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	8 570 \$	7 613 \$
Total du passif	6 529	5 549
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	556	571
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	1 485	1 493
Total des capitaux propres	2 041 \$	2 064 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.

2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les produits tirés du secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 6 935 M\$, soit une baisse de 412 M\$ comparativement à des produits de 7 347 M\$ pour la période correspondante de 2018. Les coûts d'exploitation directs ont diminué de 456 M\$ pour se chiffrer à 6 778 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, contre 7 234 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par la baisse des volumes au Brésil en ce qui a trait à Greenergy. Malgré cette baisse des volumes, la marge générée par Greenergy a augmenté au premier trimestre de 2019, stimulée par la demande réglementaire croissante de biocombustibles au Royaume-Uni. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'élevait à environ 2 445 M\$. La baisse des produits et des coûts d'exploitation directs a été contrebalancée en partie par une augmentation attribuable à notre entreprise de services de construction en raison de l'intensification des activités liées aux projets en Australie.

Le BAIIA de la société s'est chiffré à 45 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui représente une augmentation de 16 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. L'augmentation du BAIIA de la société tient principalement à une augmentation attribuable à notre entreprise de services de construction en raison de l'amélioration en ce qui concerne l'exécution de projets et de l'intensification des activités liées aux projets en Australie, combinée à la hausse de l'apport de Greenergy.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 32 M\$, soit une augmentation de 15 M\$ comparativement à 17 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation mentionnée précédemment de la marge de notre entreprise de services de construction et à Greenergy.

Services d'infrastructures

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services d'infrastructures pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	1 289 \$	2 \$
Coûts d'exploitation directs	(892)	—
Frais généraux et administratifs	(34)	—
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	21	35
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(249)	—
BAIIA de la société²	135 \$	37 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	—
Autres produits (charges), montant net	(4)	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(101)	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(3)	(15)
Impôt exigible	9	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	66	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	102 \$	22 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services d'infrastructures au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	11 286 \$	11 640 \$
Total du passif	9 083	9 129
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 357	1 534
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	846	977
Total des capitaux propres	2 203 \$	2 511 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les produits et les coûts d'exploitation directs de notre secteur Services d'infrastructures se sont établis à 1 289 M\$ et à 892 M\$, respectivement. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de 2018 et à la consolidation de Teekay Offshore à compter du troisième trimestre de 2018.

Le BAIIA de la société s'est chiffré à 135 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui représente une augmentation de 98 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. L'acquisition de Westinghouse a compté pour 92 M\$ à l'augmentation du BAIIA de la société. La solide performance pour le trimestre découle de la livraison d'un nombre important d'assemblages combustibles au premier trimestre de 2019 afin de soutenir le cycle d'arrêt printanier des centrales clientes. En général, les livraisons de Westinghouse à cet égard sont effectuées à la fin du premier trimestre et au début du deuxième trimestre. En 2019, un nombre élevé d'assemblages combustibles a été livré au premier trimestre, contribuant ainsi aux solides résultats de celui-ci. De plus, les résultats du premier trimestre de 2019 ont tiré parti de la fourniture des services d'ingénierie que Westinghouse est actuellement engagé à effectuer dans le cadre de nouveaux projets liés aux centrales. Les activités ont aussi continué de tirer parti des gains de productivité dans la foulée des mesures d'amélioration en cours. Le reste de l'augmentation du BAIIA de la société est principalement attribuable à l'utilisation accrue du parc en ce qui a trait au remorquage et aux apports de projets de croissance récents de Teekay Offshore au cours du trimestre.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 102 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui représente une augmentation de 80 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. L'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations de la société s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Activités industrielles pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	977 \$	842 \$
Coûts d'exploitation directs	(521)	(413)
Frais généraux et administratifs	(58)	(35)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	4	16
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(295)	(270)
BAIIA de la société²	107 \$	140 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	(2)	16
Autres produits (charges), montant net	2	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(69)	(67)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(1)	(4)
Impôt exigible	(34)	(20)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	78	49
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	81 \$	114 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables à la société mère, pour notre secteur Activités industrielles, au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	7 494 \$	7 650 \$
Total du passif	5 723	5 865
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 503	1 426
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	268	359
Total des capitaux propres	1 771 \$	1 785 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.

2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les produits tirés du secteur Activités industrielles se sont établis à 977 M\$, ce qui représente une hausse de 135 M\$, contre 842 M\$ pour la période correspondante de 2018. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 108 M\$ pour se chiffrer à 521 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, contre 413 M\$ pour la période correspondante de 2018. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement attribuable à l'acquisition de Schoeller Allibert et à une hausse des volumes et des coûts des matières premières au sein de GrafTech. De plus, la hausse des prix de notre entreprise d'extraction de palladium a eu une incidence positive sur les produits par rapport à la période précédente.

Le BAIIA de la société de notre secteur Activités industrielles a diminué de 33 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des apports de GrafTech combinée à la perte d'apport découlant de la vente de Quadrant au quatrième trimestre de 2018, en partie contrebalancées par l'amélioration de la performance de notre entreprise d'extraction de palladium. En ce qui a trait à GrafTech, les apports au BAIIA de la société ont diminué principalement en raison d'une baisse de notre participation dans l'entreprise, qui est passée de 34 % au premier trimestre de 2018 à 27 % au premier trimestre de 2019. Les résultats de notre entreprise d'extraction de palladium ont tiré parti de la hausse du volume de ventes et de la vigueur des prix du palladium au cours du trimestre.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Activités industrielles se sont chiffrés à 81 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à 114 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2019 ont diminué principalement en raison des facteurs mentionnés précédemment.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Siège social et autres pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les	
	2019	2018
Produits	— \$	3 \$
Coûts d'exploitation directs	(2)	(2)
Frais généraux et administratifs	(19)	(16)
BAIIA de la société²	(21) \$	(15) \$
Produits (charges) d'intérêts, montant net	6	—
Impôt exigible	5	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	(10) \$	(15) \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts, pour notre secteur Siège social et autres, au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	622 \$	415 \$
Total du passif	188	281
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	434	134
Total des capitaux propres	434 \$	134 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des produits et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

En vertu de notre convention de services-cadre, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours à l'égard d'une tierce partie, déduction faite de la trésorerie détenue par les entités de la société. Pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 31 mars 2018, les honoraires de gestion se sont élevés à 12 M\$ et à 13 M\$, respectivement. Les frais généraux et administratifs liés aux charges du siège social comprenaient les honoraires d'audit et les jetons de présence.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 31 mars 2019, le montant du dépôt était de 518 M\$ et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS

Flux de trésorerie liés aux opérations de la société

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie, le cas échéant, et d'autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts, ou sur une base nette à la société mère. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS, lesquelles n'en donnent aucune définition normalisée. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont les limites suivantes à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte des ajustements à la juste valeur sans effet sur la trésorerie ni des ajustements à la valeur de marché comptabilisés en résultat net, à moins que la variation sous-jacente de l'élément couvert soit comptabilisée dans les flux de trésorerie liés aux opérations de la société.

En raison de ces limites, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne devraient pas être considérés comme l'unique mesure de notre performance et ne devraient pas être considérés de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes, y compris l'incidence des emprunts. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Nous rajoutons les amortissements, car le coût de base déprécié de nos actifs est reflété dans le profit final ou la perte finale à la cession réalisé. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie lorsque la variation compensatoire n'est pas incluse dans les coûts d'exploitation directs, car ils sont, par leur nature, sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

BAIIA de la société

Nous utilisons également le BAIIA de la société comme mesure de la performance. Nous définissons le BAIIA de la société comme les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, excluant l'incidence des profits à la cession réalisés, des produits et des charges d'intérêts, de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Le BAIIA de la société comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des profits à la cession réalisés, des produits et des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ni de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie, le cas échéant, et des pertes de valeur. En raison de ces limites, le BAIIA de la société ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, le BAIIA de la société est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le BAIIA de la société permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance de nos activités sous-jacentes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA de la société et des flux de trésorerie liés aux opérations de la société avec le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts pour les périodes indiquées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Produits	9 201 \$	8 194 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 193)	(7 649)
Frais généraux et administratifs	(178)	(118)
BAIIA de la société lié aux placements mis en équivalence ¹	33	59
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ²	(597)	(295)
BAIIA de la société	266 \$	191 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	(2)	16
Autres produits (charges), montant net	(2)	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(184)	(86)
Impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ¹	(5)	(19)
Impôt exigible	(30)	(28)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités ²	162	64
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société	205 \$	138 \$
Amortissements	(311)	(106)
Autres produits (charges), montant net	(88)	(14)
Impôt différé	(19)	(10)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ¹	(21)	(23)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ²	296	89
Bénéfice net attribuable aux porteurs de parts	62 \$	74 \$

1. La somme de ces montants correspond au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$ et de 17 M\$, présenté dans l'état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 31 mars 2018, respectivement.
2. Le total des éléments en trésorerie et des éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond aux profits nets de 139 M\$ et de 142 M\$, présentés dans notre état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 31 mars 2018, respectivement.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions privilégiées et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Commanditaires	1 583 \$	1 548 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield	1 450	1 415
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	3 033 \$	2 963 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts, par secteur, au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 mars 2019	1 485 \$	846 \$	268 \$	434 \$	3 033 \$
31 décembre 2018	1 493 \$	977 \$	359 \$	134 \$	2 963 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour gérer nos exigences en matière de liquidité et de capital, nous nous appuyons sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun, le refinancement de la dette et des entreprises en cours et l'utilisation de facilités de crédit. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation et pour conserver une distribution modeste.

Nos principaux besoins en matière de liquidité pour le prochain exercice portent notamment sur le respect des paiements liés au service de la dette, le financement des charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises, les acquisitions faisant l'objet d'engagements et les occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des investisseurs institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement. Les récentes acquisitions annoncées et conclues par la société en commandite sont expliquées en détail à la rubrique « Faits nouveaux concernant notre Entreprise » du rapport de gestion. Par exemple, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a conclu l'acquisition de Clarios le 30 avril 2019 en contrepartie d'un prix d'achat d'environ 13,2 G\$. La transaction a été financée au moyen d'un financement par emprunt à long terme de 10,2 G\$ et de capitaux propres de 3 G\$, dont une tranche de 750 M\$, qui sera finalisée en fonction de la participation des investisseurs institutionnels, devrait représenter notre quote-part

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés. Au cours du premier trimestre de 2019, nous avons racheté un nombre minime de parts en vertu de notre programme de rachat automatique dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Le tableau suivant présente les emprunts, par secteur, au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 mars 2019	942 \$	5 687 \$	3 726 \$	— \$	10 355 \$
31 décembre 2018	1 228 \$	5 748 \$	3 890 \$	— \$	10 866 \$

Au 31 mars 2019, l'encours de la dette de la société en commandite s'élevait à 10 355 M\$, comparativement à 10 866 M\$ au 31 décembre 2018. Les emprunts s'établissent comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Emprunts à terme et facilités de crédit	8 065 \$	8 505 \$
Financement de projets	563	573
Déventures	494	503
Programme de titrisation	224	260
Billets de premier rang	1 009	1 025
Total des emprunts	10 355 \$	10 866 \$

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Ces facilités de crédit se composent principalement de facilités d'exploitation renouvelables et de facilités d'exploitation à terme assorties de taux d'intérêt variables. Sur le plan de l'exploitation, nous nous efforçons de maintenir un endettement prudent dont le remboursement peut être effectué au moyen des activités poursuivies. Sur une base consolidée, les emprunts de nos entreprises totalisaient 10 355 M\$ au 31 mars 2019, comparativement à 10 866 M\$ au 31 décembre 2018. Cette diminution de 511 M\$ est essentiellement attribuable au classement de notre entreprise de gestion d'installations comme détenue en vue de la vente, étant donné qu'elle devrait être cédée au deuxième trimestre de 2019. La diminution restante est attribuable à l'amortissement régulier de la dette et aux remboursements effectués sur les facilités renouvelables de l'ensemble de nos entreprises.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres activités et qui, en général, sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés en exploitation respectives. En outre, des instruments de créance au niveau des sociétés en exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ni un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres sociétés en exploitation. Cette dette revêt la forme de marges de crédit renouvelables, d'emprunts à terme et de titres de créance assortis de diverses échéances allant de 1 an à 21 ans. Au 31 mars 2019, l'échéance moyenne pondérée était de 5,6 ans, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 6,5 %. Au 31 mars 2019, la capacité d'emprunt maximale de nos emprunts à terme et de nos facilités de crédit au niveau des entreprises et des autres filiales s'élevait à 16,4 G\$, dont une tranche de 10,4 G\$ avait été prélevée.

Le recours aux emprunts à terme et aux facilités de crédit est principalement lié aux activités poursuivies et aux dépenses d'investissement, ainsi qu'au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. Ces emprunts comprennent les clauses restrictives habituelles basées sur le ratio de couverture des charges fixes, le ratio de l'encours de la dette sur le BAIIA et le maintien de niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités. Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives, ou ont obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci, de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit. Lorsque les conditions économiques sont ardues, nous prenons des mesures proactives pour éviter que nos activités manquent à leurs obligations en vertu des modalités de leurs facilités de crédit, notamment en modifiant ces instruments de créance ou, au besoin, en cherchant à obtenir une renonciation de la part des prêteurs. Notre capacité à procéder à des modifications ou, au besoin, à obtenir une renonciation ou à financer de toute autre façon cette dette dépend, entre autres, des conditions sur les marchés financiers et de notre situation financière à ce moment.

La société en commandite a une facilité de crédit d'acquisition renouvelable avec Brookfield permettant des emprunts d'un montant maximal de 500 M\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite et par chaque filiale de la société en commandite ou de la société de portefeuille SEC, entièrement détenue de façon directe (en fonction des capitaux propres ordinaires en circulation), qui n'est pas autrement un emprunteur. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons également maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, les facilités de crédit comportent des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer des privilèges, mener certaines fusions et consolidations et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui a été reçu des emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales, devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (au titre de laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer d'éventuels investissements). Au 31 mars 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

Au deuxième trimestre de 2018, la société en commandite a modifié et mis à jour notre facilité de crédit bilatérale pour en accroître la limite d'un montant de 575 M\$, la faisant passer à 825 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. En plus du dollar américain et du dollar canadien, des montants peuvent être prélevés sur la facilité de crédit en euros, en livres sterling ou en dollars australiens. Les avances en vertu de la facilité de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. La date d'échéance de la facilité de crédit a été reportée de deux ans jusqu'en août 2021. Cette facilité de crédit est utilisée à des fins générales et, en vertu de celle-ci, nous devons maintenir une valeur corporelle nette minimale et des ratios d'endettement au niveau de la société en commandite. Au 31 mars 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2019	31 décembre 2018
Emprunts	10 355 \$	10 866 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 540)	(1 949)
Dette nette	8 815	8 917
Total des capitaux propres	6 449	6 494
Total des capitaux propres et de la dette nette	15 264 \$	15 411 \$
Ratio d'endettement net	58 %	58 %

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant initial actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 30 avril 2019, le conseil d'administration du commandité de la société en commandite a déclaré un dividende de 0,0625 \$ par part, payable le 28 juin 2019 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 31 mai 2019.

Au cours du premier trimestre de 2019, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part était de 34,09 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre.

Flux de trésorerie

Nous croyons actuellement avoir accès à suffisamment de sources de financement et nous continuerons à avoir recours aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités. Nos sources de financement futures comprennent les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts, le produit de la monétisation d'actifs et le produit d'éventuelles émissions de capitaux propres futures, au besoin.

Au 31 mars 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 1 540 M\$, comparativement à 1 949 M\$ au 31 décembre 2018. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les trimestres clos les 31 mars 2019 et 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	154 \$	(47) \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(151)	(121)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(367)	503
Incidence des taux de change sur la trésorerie	(1)	(2)
Variation nette de la trésorerie classée dans les actifs détenus en vue de la vente	(44)	—
Total	(409) \$	333 \$

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 mars 2018 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction relativement au reclassement, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités, de flux de trésorerie liés aux découverts bancaires découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, un montant de 177 M\$ auparavant présenté à titre de créditeurs et autres passifs dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net, des activités d'exploitation est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net, des activités de financement. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états intermédiaires résumés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres non audités historiques de la société en commandite.

Le tableau suivant présente en détail l'incidence de la correction de classement au tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période close le 31 mars 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 mars 2018
Montants auparavant présentés	
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(228) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	—
Montants corrigés	
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(405) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	177

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2019 s'est établi à 154 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 47 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2019 tiennent principalement à la trésorerie additionnelle générée par Teekay Offshore, par GrafTech et par notre entreprise d'extraction de palladium.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 31 mars 2019 s'est chiffré à 151 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 121 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2018. Nos activités d'investissement ont eu principalement trait à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles au sein de nos secteurs Activités industrielles et Services d'infrastructures. Ces acquisitions ont été partiellement contrebalancées par le produit en trésorerie reçu à l'égard de nos couvertures d'investissement net liées à nos secteurs Services commerciaux et Activités industrielles.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités de financement s'est élevé à 367 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 503 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, les remboursements, déduction faite des emprunts, se sont établis à 311 M\$, et ce montant est principalement composé des remboursements effectués par GrafTech et Teekay Offshore. Les remboursements d'emprunts ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des emprunts à court terme de Greenergy. En outre, les distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation se sont chiffrées à 333 M\$, et elles proviennent principalement de la distribution du produit de la vente de notre entreprise énergétique en Australie et des distributions versées par Westinghouse.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des activités, nos filiales en exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 31 mars 2019, le montant total en cours était d'environ 1,7 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nos filiales en exploitation auront l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers.

Nos entreprises de construction et autres activités sont tenues de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnités et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et un certain nombre de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets au Moyen-Orient qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser ou de nous préfinancer, selon le cas, pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Le 3 juillet 2017, un client a fait une réclamation au titre de la garantie de bonne exécution et de la garantie bancaire de paiement anticipé, pour un montant d'approximativement 32 M\$, relativement à un projet au Moyen-Orient. La direction a contesté avec succès cette réclamation, qui a été confirmée par les tribunaux locaux. Le 22 février 2018, l'appel de la décision du tribunal par le client a donné lieu à un paiement au titre des garanties bancaires, en raison de la structure de la garantie. La direction continue de présenter des demandes reconventionnelles aux tribunaux locaux, et à l'heure actuelle, toute perte associée à ce projet ne peut être évaluée, et le paiement connexe n'est pas probable.

Instruments financiers – stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où cela s'avère intéressant sur le plan économique, la stratégie de la société en commandite consiste à couvrir une partie de ses placements en titres de capitaux propres ou de ses flux de trésorerie exposés au risque de change. La stratégie de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein des activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises, au 31 mars 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Couvertures d'investissement net						
	USD	CAD	AUD	BRL	GBP	EUR	Autres
Placement net en titres de capitaux propres	982 \$	674 \$	360 \$	314 \$	150 \$	213 \$	340 \$
Contrats de change – \$ US	582	(451)	—	—	(33)	(98)	—

Au 31 mars 2019, nous disposions d'une couverture visant environ 28 % de notre placement net en titres de capitaux propres en devises. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons comptabilisé des pertes nettes avant impôt de 14 M\$ dans les autres éléments du résultat global relativement à ces contrats.

Obligations contractuelles

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de capital-investissement de Brookfield. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l'avenir, lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles au 31 mars 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Paiements au 31 mars 2019				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Par la suite
Emprunts	10 390 \$	1 227 \$	1 053 \$	2 779 \$	5 331 \$
Obligations locatives	1 161	200	132	312	517
Charges d'intérêts	2 406	492	443	1 083	388
Passifs relatifs au démantèlement	927	5	2	7	913
Obligations à l'égard des régimes de retraite	962	79	83	275	525
Obligations en vertu de contrats	1 009	529	303	64	113
Total	16 855 \$	2 532 \$	2 016 \$	4 520 \$	7 787 \$

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est mentionné à la note 17 des états financiers intermédiaires.

Événements postérieurs

Après le 31 mars 2019, la société en commandite a été partie à un certain nombre d'événements postérieurs, comme il est mentionné à la note 24 des états financiers intermédiaires.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, se reporter à la rubrique « Principales méthodes comptables », à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

Méthodes comptables adoptées récemment

La société en commandite a appliqué de nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

i) Contrats de location

La société en commandite a appliqué IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), à la date d'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2019. La nouvelle norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de la transition est présentée à la note 2c).

La société en commandite détermine si un contrat constitue un contrat de location, ou s'il en contient, à la date de passation du contrat de location et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels elle intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Pour ces types de contrats, la société en commandite comptabilise les paiements de loyers comme des charges d'exploitation selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location à moins qu'une autre méthode systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé, ou sinon à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent : i) les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location; ii) les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début; iii) la somme que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle; iv) le prix d'exercice des options d'achat, si on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées; et v) les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de l'option de résiliation du contrat de location. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

La société en commandite réévalue les obligations locatives et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe i) lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'évaluation concernant l'exercice d'une option d'achat, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; ii) lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué); ou iii) lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas comptabilisée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date ainsi que les coûts directs initiaux, le cas échéant. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Il est amorti sur la période la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par la société en commandite, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe doit être amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location. La société en commandite applique IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et elle comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux immobilisations corporelles.

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements et sont inclus dans le poste « Coûts d'exploitation directs » dans l'état consolidé du résultat net.

La société en commandite formule des jugements critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, visant notamment à déterminer i) si un contrat (ou une partie d'un contrat) comprend un contrat de location et ii) si l'on a la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée pour déterminer la durée du contrat de location. La société en commandite établit également des estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, y compris l'estimation de la durée du contrat de location et la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers.

La société en commandite a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes dans le cadre de l'application de la norme :

- la comptabilisation à titre de charge d'exploitation des paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre méthode systématique ne soit plus représentative du rythme auquel les avantages économiques tirés du bien loué sont consommés;
- la possibilité de ne pas répartir la contrepartie prévue au contrat entre les composantes locatives et les composantes non locatives et de comptabiliser chaque contrat de location et composante non locative en une seule composante locative, contrat par contrat.

ii) *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. Le 1^{er} janvier 2019, la société en commandite a adopté IFRIC 23 selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats financiers de la société en commandite.

iii) *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, l'adoption anticipée étant permise à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette modification vient clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à établir si une acquisition constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que l'objectif d'une entreprise est de fournir des biens et services à des clients et donne aussi des directives additionnelles. La société en commandite a adopté la modification d'IFRS 3 sur une base prospective le 1^{er} janvier 2019, et cette adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

Contrôles et procédures

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.